|  |  |
| --- | --- |
| Collège des procureurs généraux | College van Procureurs-generaal |
| **Bruxelles, le  11/04/2024** | **Brussel,  11/04/2024** |
| **circulaire n° 03/2021 du collÈge des procureurs gÉnÉraux prÈs les cours d’appel** | **omzendbrief nr. 03/2021 van het college van procureurs-generaal bij de hoven van beroep** |
| Madame, Monsieur le Procureur général,  Madame le Procureur fédéral,  Madame/Monsieur le Procureur du Roi,  Madame/Monsieur l’Auditeur du travail,  Version révisée  11.04.2024  **OBJET : Circulaire commune du ministre de la Justice, du ministre de l’intérieur et du Collège des procureurs généraux relative à l’enregistrement audiovisuel de l’audition des mineurs et des majeurs vulnérables victime ou témoins d’infractions** | Madame,Mijnheer de Procureur-generaal,  Mevrouw de Federale Procureur,  Mevrouw/Mijnheer de Procureur des Konings,  Mevrouw/Mijnheer de Arbeidsauditeur,  Herziene versie  11.04.2024  **BETREFT : Gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie, de minister van binnenlandse zaken en het College van procureurs-generaal over de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige en kwetsbare meerderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Lexique/rôles des acteurs concernés**  - mineur : toute personne qui n’a pas encore atteint l’âge de 18 ans ;  - personne auditionnée/à auditionner : toute personne dont l’audition a lieu/est envisagée en qualité de victime ou témoin d’une infraction et qui est soit mineure, soit vulnérable ;  - personne majeure vulnérable : la personne visée à l’article 91*bis* al.2 CIC, soit toute personne dont la situation vulnérable en raison de son âge, d’un état de grossesse, d’une maladie ou d’une déficience ou infirmité physique ou mentale est apparente.  D’autres personnes peuvent également être considérées comme vulnérables par le magistrat qui envisage une audition (voir point 1.6.) ;    - personne qui accompagne : toute personne majeure qui accompagne au commissariat une personne à auditionner ;  - personne de confiance : toute personne majeure qui dans le cadre de l’article 91*bis* CIC accompagne et assiste de manière neutre à l’audition à la demande de la personne auditionnée ;  - audition TAM (pour « Techniques d’Audition de Mineurs ») : toute audition d’un mineur ou d’un majeur vulnérable, victime ou témoin d'infraction qui fait l'objet d'un enregistrement audiovisuel. | **Verklarende woordenlijst/rollen van de actoren**  - minderjarige : elke persoon die de leeftijd van achttien jaar nog niet heeft bereikt ;  - verhoorde/te (ver)horen persoon: elke persoon die slachtoffer of getuige is van misdrijven en die hetzij minderjarig is, hetzij kwetsbaar ;  - kwetsbare meerderjarige persoon : de persoon zoals bedoeld in artikel 91*bis* al.2 Sv., zijnde elke persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van zijn leeftijd, een zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk is.  Ook andere personen kunnen door de magistraat die over hun verhoor beslist als kwetsbaar beschouwd worden (zie punt 1.6.) ;  - vergezellende persoon : elke meerderjarig persoon die een te horen persoon vergezelt op het commissariaat ;  - vertrouwenspersoon : elke meerderjarige persoon die een te horen persoon in het kader van artikel 91*bis* Sv. tijdens het verhoor op een neutrale wijze begeleidt en bijstaat op diens vraag ;  - TAM verhoor (voor « Techniques d’Audition de Mineurs/Verhoortechnieken van Minderjarigen »): elk verhoor van een minderjarige of een kwetsbare meerderjarige, die het slachtoffer of getuige van een misdrijf is dat het voorwerp van een audiovisuele opname uitmaakt. |

|  |  |
| --- | --- |
| **INTRODUCTION**  Une attention particulière doit être portée à la manière dont est effectuée une audition d'un mineur d'âge. En effet, son développement cognitif, émotionnel, affectif ou linguistique n'est pas achevé, ce qui le rend vulnérable. Cette vulnérabilité peut encore être accrue lorsque le mineur présente certaines déficiences mentales. En outre, la problématique des abus sexuels et des maltraitances graves nécessite à elle seule une approche spécifique, en raison du développement sexuel du mineur et de l'implication fréquente de personnes proches de celui-ci.  Certaines personnes majeures sont également considérées comme vulnérables. Une attention particulière doit aussi leur être réservée.  Cette circulaire vise dès lors aussi bien les mineurs d’âge que les majeurs vulnérables qui sont victimes ou témoins d’infractions. Ils seront dénommés dans la circulaire « personne auditionnée ou à auditionner ». Néanmoins, si cela s’avère opportun, le texte distinguera les mineurs et les majeurs.  Depuis de nombreuses années, la technique d’enregistrement audiovisuel de l’audition des mineurs victimes ou témoins d’infractions est utilisée en Belgique et a fait ses preuves. Certaines victimes ou témoins majeurs vulnérables en bénéficient également avec le même effet positif.  Cette technique permet, en effet, principalement, d'une part, de limiter l'effet traumatisant et la victimisation secondaire liés à une multiplication des auditions et, d'autre part, de restituer fidèlement la parole de la personne auditionnée en obtenant dès la première audition un matériau de qualité tant pour l'établissement des faits que pour envisager les mesures d'aide et de protection à prendre à l'égard de cette dernière.  L'enregistrement audiovisuel permet également d'éviter autant que possible la confrontation entre la personne auditionnée et le suspect, notamment lors de la comparution de la victime devant la juridiction de jugement en présence de la personne poursuivie.  Les lois du 28 novembre 2000 relative à la protection pénale des mineurs[[1]](#footnote-1) et du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l’amélioration de l’approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d’autorité[[2]](#footnote-2) ont uniformisé et largement répandu le recours à la technique de l’enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs victimes ou témoins d’infractions en insérant ou modifiant des articles du code pénal (CP) ou du code d’instruction criminelle (CIC).  Entre-temps, la circulaire ministérielle relative à l’enregistrement audiovisuel de l’audition des mineurs victimes ou témoins d’infractions de 2001 a été évaluée. Cette évaluation a confirmé que, dans différents corps de police du pays et dans de nombreux arrondissements judiciaires, des locaux adaptés sont aménagés, des méthodes d'audition non suggestives sont utilisées et des expertises sur la crédibilité de la déclaration du mineur ou du majeur vulnérable sont réalisées. Des formations diverses sont également organisées.  Cette évaluation a aussi mis en lumière un certain nombre de recommandations destinées à améliorer le fonctionnement quotidien de cette pratique. Parmi elles, figure le fait que, dans la mise en œuvre d’une bonne collaboration entre tous les acteurs concernés, il est important que cette pratique relève de la responsabilité tant des ministres de la Justice et de l’Intérieur que du Collège des procureurs généraux, selon leurs compétences propres.  La loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale[[3]](#footnote-3) a, quant à elle, apporté des modifications aux articles 91*bis* à 100 du Code d’Instruction criminelle notamment en étendant le champ d’application aux majeurs vulnérables. Cette circulaire commune tient compte de ces modifications.  Certaines autres circulaires et directives font également référence à la technique d’audition TAM :  - la circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux COL 4/2006[[4]](#footnote-4) relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple ;  - la circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux COL 6/2017[[5]](#footnote-5) relative à la politique de recherche et de poursuites en matière de violences liées à l'honneur, mutilations génitales féminines et mariages et cohabitations légales forcés ;  - la circulaire commune COL 13/2013[[6]](#footnote-6) du ministre de la Justice, du ministre de l’Intérieur et du Collège des procureurs généraux près les cours d’appel relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine (en ce compris les discriminations fondées sur le sexe) ;  - la directive ministérielle relative au set agression sexuelle (SAS)[[7]](#footnote-7) ;  - la directive ministérielle recherche personnes disparues[[8]](#footnote-8).  Plus récemment, le droit pénal sexuel a, quant à lui, été modifié par la loi du 21 mars 2022.  Toutes ces lois, circulaires et directives préconisent l’utilisation de la technique TAM dans le cadre d’un bon accueil et d’une prise en charge adéquate des victimes ou témoins en ce compris les majeurs vulnérables.  Des mesures sont également prévues pour garantir la protection des victimes et éviter une victimisation secondaire due à l’intervention des autorités judiciaires. Plus spécifiquement, ces circulaires recommandent d’utiliser la technique d’audition TAM dans les situations de violences où la victime semble gravement atteinte sur les plans physique et psychologique.  La présente circulaire commune a pour but de donner aux divers acteurs concernés des instructions pratiques claires concernant la marche à suivre et les conditions à respecter pour ce type d'audition. | **INLEIDING**  De manier waarop het verhoor van een minderjarige wordt afgenomen verdient bijzondere aandacht. Zijn cognitieve, emotionele, affectieve en linguïstische ontwikkeling is immers nog niet voltooid, wat hem of haar kwetsbaar maakt. Deze kwetsbaarheid kan nog toenemen indien de minderjarige bepaalde mentale beperkingen vertoont. Seksueel misbruik en zware mishandeling vergen daarenboven een specifieke aanpak: er moet rekening worden gehouden met de seksuele ontwikkeling van de minderjarige en vaak zijn personen uit zijn naaste omgeving bij de feiten betrokken.  Sommige meerderjarigen kunnen daarenboven als kwetsbaar beschouwd worden. Ook naar hen dient er een bijzondere aandacht uit te gaan.  Deze omzendbrief richt zich aldus zowel op minderjarigen als meerderjarige kwetsbare slachtoffers of getuigen van misdrijven. Ze zullen verder in deze omzendbrief «verhoorde personen of te (ver)horen personen» worden genoemd. Indien het echter pertinent is, zal in de tekst het onderscheid tussen minder- en meerderjarigen worden gemaakt.  Reeds verschillende jaren wordt in België de techniek van het audiovisueel verhoor voor minderjarige slachtoffers en getuigen van misdrijven toegepast en heeft ze haar nut bewezen. Sommige meerderjarige kwetsbare slachtoffers of getuigen genieten hier ook van, met dezelfde positieve effecten.  Enerzijds worden door het gebruik van deze techniek hoofdzakelijk het traumatiserend effect van en de secundaire victimisering door veelvuldige verhoren beperkt. Anderzijds worden de bewoordingen van de verhoorde persoon getrouw weergegeven, zodat men vanaf het eerste verhoor over betrouwbare gegevens beschikt om de feiten vast te stellen en om hulp- en beschermingsmaatregelen tegenover hen te overwegen.  Door de audiovisuele opname van het verhoor vermijdt men tevens, in de mate van het mogelijke, de confrontatie tussen de verhoorde persoon en de verdachte, zoals bij de verschijning van het verhoorde slachtoffer voor de rechtbank in aanwezigheid van de beklaagde.  De wetten van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen1 en van 30 november 2011 tot wijziging van de wetgeving wat de verbetering van de aanpak van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie betreft2, hebben het beroep op de techniek van de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven verder uitgebreid en geüniformiseerd door de opname en wijziging van diverse artikelen in het Strafwetboek (Sw.) en het Wetboek van Strafvordering (Sv.).  Ondertussen werd ook de ministeriële omzendbrief betreffende de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven van 2001 geëvalueerd. Deze evaluatie bevestigde dat in verschillende politiekorpsen en gerechtelijke arrondissementen van het land reeds aangepaste lokalen werden ingericht, dat gebruik wordt gemaakt van niet-suggestieve verhoortechnieken en dat de geloofwaardigheid van de verklaringen van de minderjarige of de kwetsbare meerderjarige worden onderzocht. Bovendien werden verschillende opleidingen georganiseerd.  Deze evaluatie heeft een aantal aanbevelingen naar voor gebracht met als doel de dagdagelijkse werking van deze praktijk te verbeteren. Vanuit het tot stand brengen van een goede samenwerking tussen alle betrokken actoren, is het belangrijk dat deze praktijk onder de gezamenlijke verantwoordelijkheid van de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken en het College van procureurs-generaal valt, en dit volgens hun eigen bevoegdheden.  De wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken3 bracht ook wijzigingen aan in de artikelen 91*bis* tot 100 van het Wetboek van Strafvordering, waaronder de uitbreiding naar kwetsbare meerderjarigen. In deze gemeenschappelijke omzendbrief wordt rekening gehouden met deze wijzigingen.  Sommige andere omzendbrieven en richtlijnen verwijzen eveneens naar de verhoortechniek TAM :  - de gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal COL 4/20064 betreffende het strafrechtelijk beleid inzake partnergeweld ;  - de gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal COL 6/20175 betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake eergerelateerd geweld, vrouwelijke genitale verminkingen, gedwongen huwelijken en wettelijke samenwoningen ;  - de gemeenschappelijke omzendbrief COL 13/20136 van de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en het College van procureurs-generaal bij de Hoven van Beroep betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven (met inbegrip van discriminaties op grond van het geslacht) ;  - de ministeriële richtlijn betreffende de seksuele agressieset (SAS)7;  - de ministeriële richtlijn betreffende vermiste personen8.  Recent werd het seksueel strafrecht gewijzigd door de wet van 31 maart 2022.  Al deze wetten, omzendbrieven en richtlijnen dringen aan op het gebruik van de verhoortechniek TAM in het kader van een goede opvang en adequate begeleiding van slachtoffers of getuigen, waaronder ook kwetsbare meerderjarigen. Hierin worden ook maatregelen voorzien om de bescherming van slachtoffers te garanderen en een secundaire victimisering ten gevolge van de tussenkomst van de gerechtelijke autoriteiten te vermijden. Deze omzendbrieven bevelen meer bepaald het gebruik van de verhoortechniek TAM aan in situaties van geweld waarbij het slachtoffer zowel op fysiek als psychologisch vlak zwaar getroffen lijkt.  Deze gemeenschappelijke omzendbrief heeft als doel aan de verschillende betrokken actoren duidelijke richtlijnen te verschaffen omtrent de te volgen weg en de voor dit type van verhoor te volgen voorwaarden. |
| **1. CHAMP D’APPLICATION**  1.1 La présente circulaire s'impose aux magistrats du ministère public et aux services de police, sans préjudice des compétences attribuées au juge d'instruction en vertu des articles 55 à 57 du CIC.  1.2 Selon l’article 92§1er du CIC, sauf décision contraire motivée prise par le procureur du Roi ou le juge d'instruction tenant compte des circonstances propres à l'affaire et dans l'intérêt du mineur ou du majeur vulnérable[[9]](#footnote-9), les infractions pour lesquelles un enregistrement audiovisuel de l’audition est **obligatoire** sont les suivantes :  - voyeurisme et la diffusion non consensuelle de contenu à caractère sexuel (art. 417/8, 417/9 et 417/10 du CP);  - atteinte à l’intégrité sexuelle et viol (art. 417/7 et 417/11 du CP);  - Les actes à caractère sexuel non consentis ayant entraîné la mort (art. 417/12 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis précédés ou accompagnés de torture, de séquestration ou de violence grave (art. 417/13 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis sous la menace d'une arme ou d'un objet qui y ressemble ou après administration de substances inhibitives ou désinhibitives (art. 417/14 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis au préjudice d'une personne dans une situation de vulnérabilité (art. 417/15 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis au préjudice d'un mineur de moins de seize ans accomplis (art. 417/16 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis au préjudice d'un mineur de plus de seize ans accomplis (art. 417/17 du CP)  - L'inceste (art. 417/18 du CP)  - Les actes à caractère sexuel intrafamiliaux non consentis (art. 417/19 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis par une personne qui se trouve en position d'autorité ou de confiance à l'égard de la victime (art. 417/21 du CP)  - Les actes à caractère sexuel non consentis commis avec l'aide ou en présence d'une ou de plusieurs personnes (art. 417/22 du CP)  - approche d’un mineur à des fins sexuelles (art. 417/24 du CP)[[10]](#footnote-10);  - incitation d’un mineur à la débauche ou à la prostitution (art. 417/25 du CP);  - incitation d’un mineur de moins de seize ans accomplis à la débauche ou à la prostitution (art. 417/26 CP) ;  - recrutement d’un mineur à des fins de débauche ou de prostitution (art. 417/27 CP) ;  - recrutement d’un mineur de moins de seize ans accomplis à des fins de débauche ou prostitution (art. 417/28 CP) ;  - tenue d’une maison de débauche ou de prostitution où un mineur se livre à la débauche ou à la prostitution (art. 417/29 CP) ;  - tenue d’une maison de débauche ou de prostitution où un mineur de moins de seize ans accomplis se livre à la débauche ou à la prostitution (art. 417/30 CP) ;  - mise à disposition d’un local à un mineur à des fins de débauche ou de prostitution (art. 417/31 CP) ;  - mise à disposition d’un local à un mineur de moins de seize ans accomplis à des fins de débauche ou de prostitution (art.417/32 CP) ;  - exploitation de la débauche ou de la prostitution d’un mineur (art. 417/33 CP) ;  - exploitation de la débauche ou de la prostitution d’un mineur de moins de seize ans accomplis (art. 417/34 CP) ;  - obtention de la débauche ou de la prostitution d’un mineur (art. 417/35 CP) ;  - obtention de la débauche ou de la prostitution d’un mineur de moins de seize ans accomplis (art. 417/36 CP) ;  - Le fait d'assister à la débauche ou à la prostitution d'un mineur (art. 417/38 du CP)  - Le refus de prêter son concours technique à la suppression de certaines images à caractère sexuel ou à caractère extrêmement pornographique ou violent (art. 417/56 du CP)  - mutilation des organes génitaux féminins (art. 409 du CP).  1.3. Selon l’article 92§ 1 du CIC, le procureur du Roi ou le juge d'instruction **peut** également ordonner l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs ou majeurs vulnérables victimes ou témoins d'autres infractions visées à l'article 91*bis* du CIC :  - prise d'otage (art. 347*bis* du CP) ;  - Organisation de la débauche ou de la prostitution d'un mineur en association (art. 417/37 du CP)  - faire la publicité pour la débauche et la prostitution d’un mineur (art. 417/39 et 417/40 CP) ;  - incitation à la débauche ou à l’exploitation de la prostitution d’un mineur en public ou par un moyen quelconque de publicité (art. 417/41 du CP);    - production ou diffusion d’images d’abus sexuels de mineurs (art.417/44 du CP) ;  - production ou diffusion d’images d’abus sexuels de mineurs en association (art.417/45 du CP) ;  - détention et acquisition d’images d’abus sexuels de mineurs (art.417/46 du CP) ;  - l’accès à des images d’abus sexuels de mineurs (art.417/47 du CP) ;  -;  - la production ou la diffusion de contenus à caractère extrêmement pornographique ou violent  adressé à un mineur ou une personne dans une situation de vulnérabilité (art. 417/52 du CP) ;  - l’exhibitionnisme (art. 417/53 du CP) ;  - l'exhibitionnisme en présence d'un mineur ou d'une personne dans une situation de vulnérabilité (art. 417/54 du CP) ;  - Le proxénétisme (art. 433quater/1 du CP),  -  - incitation publique à la prostitution (art. 433quater/3 du CP) ;  - L'abus aggravé de la prostitution (art. 433quater/4 du CP)  - lésions corporelles volontaires (art. 398 à 405*ter*, article 410 du CP) ;  - abstention coupable de porter assistance (art. 422*bis* et *ter* du CP) ;  - délaissement et abandon d'enfants ou personnes vulnérables dans le besoin (art. 423 du CP) ;  - privation d'aliments ou de soins infligés à des mineurs ou des personnes vulnérables (art. 425 et 426 du CP) ;  - enlèvement de mineurs et personnes vulnérables (art. 428 du CP) ;  - traite des êtres humains (art. 433*quinquies* à 433*octies* du CP) et trafic des êtres humains (art. 77*bis* à 77*quinquies* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).  1.4. Enfin, l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs ou majeurs vulnérables victimes ou témoins d'autres infractions que celles visées à l'article 91*bis* peut être ordonné en raison de circonstances graves et exceptionnelles, qui sont évaluées par le magistrat, tenant compte du point 1.6. (art. 92§2 du CIC).  1.5. C’est le magistrat qui, le cas échéant, apprécie la vulnérabilité de la personne majeure.  1.6. Au-delà de la définition légale de la notion de personne vulnérable, le magistrat du parquet qui envisage l’audition d’une personne majeure en qualité de victime ou de témoin **peut** également faire procéder à l’enregistrement audiovisuel de l’audition de celle-ci conformément aux dispositions d’une circulaire thématique[[11]](#footnote-11) ou s’il estime que cette personne peut être considérée comme vulnérable au regard d’autres critères tels que :  - sa personnalité,  - son degré de maturité,  - son équilibre psychique,  - son âge,  - les circonstances dans lesquelles les révélations éventuelles ont été faites,  - l’impact physique et/ou psychique des faits.  1.7. L'enregistrement audiovisuel de l'audition vise à :  - permettre le recueil le plus précis, le plus fidèle et le plus respectueux possible de la parole de la personne auditionnée ;  - éviter la répétition traumatisante des auditions pour la personne auditionnée et prévenir la victimisation secondaire;  - permettre de soumettre à analyse les propos et attitudes de la personne auditionnée ;  - éviter que le souvenir ne se perde;  - éviter la confrontation entre la personne auditionnée et l'auteur supposé des faits, notamment à l'audience. | **1. TOEPASSINGSGEBIED**   * 1. Deze omzendbrief zal worden toegepast door de parketmagistraten en door de politiediensten, onverminderd de bevoegdheid van de onderzoeksrechter op basis van de artikelen 55 tot 57 Sv.   2. Volgens artikel 92§1 Sv. zijn de misdrijven waarvoor een audiovisuele opname van het verhoor **verplicht** is, behalve wanneer de procureur des Konings of de onderzoeksrechter bij een met redenen omklede beslissing anders oordeelt rekening houdend met de omstandigheden eigen aan de zaak en in het belang van de minderjarige of de kwetsbare meerderjarige9, de volgende:   - voyeurisme en de niet-consensuele verspreiding van seksueel getinte inhoud (art. 417/8, 417/9 en 417/ 10 Sw.);  - aantasting van de seksuele integriteit en verkrachting (art. 417/7 en 417/11 Sw.);  - niet-consensuele seksuele handelingen - met de dood tot gevolg (art. 417/12 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen voorafgegaan door of gepaard gaand met foltering, opsluiting of zwaar geweld (art. 417/13 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd onder bedreiging van een wapen of op een wapen gelijkend voorwerp of na toediening van weerloosmakende of remmingsverlagende stoffen (art. 417/14 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd ten nadele van een persoon die in een kwetsbare toestand verkeert (art. 417/15 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd ten nadele van een minderjarige die geen volle zestien jaar oud is (art. 417/16 Sw.)  -niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd ten nadele van een minderjarige boven de volle leeftijd van zestien jaar (art. 417/17 Sw.  - Incest (art. 417/18 Sw.)  - Niet-consensuele intrafamiliale seksuele handelingen (art. 417/19 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd door een persoon die zich in een gezags-of vertrouwenspositie bevindt ten aanzien van het slachtoffer (art. 417/21 Sw.)  - niet-consensuele seksuele handelingen gepleegd met de hulp of in aanwezigheid van een of meer personen (art. 417/22 Sw.)  - benaderen van een minderjarige voor seksuele doeleinden (art. *417/24* Sw.)10;  - bewegen van een minderjarige tot het plegen van ontucht of prostitutie (art. 417/25 Sw.),  - bewegen van een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar tot het plegen van ontucht of prostitutie (art. 417/26 Sw.),  - werven van een minderjarige voor ontucht of prostitutie (art. 417/27 Sw.),  - werven van een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar voor ontucht of prostitutie (art. 417/28 Sw.),  - houden van een huis van ontucht of prostitutie waar een minderjarige ontucht of prostitutie pleegt (art. 417/29 Sw.),  - houden van een huis van ontucht of prostitutie waar een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar ontucht of prostitutie pleegt (art. 417/30 Sw.),  - ter beschikking stellen van een ruimte aan een minderjarige met het oog op ontucht of prostitutie (art. 417/31 Sw.),  - ter beschikking stellen van een ruimte aan een minderjarige beneden met zestien jaar met het oog op ontucht of prostitutie (art. 417/32 Sw.) ,  - exploitatie van de ontucht of prostitutie van een minderjarige (art. 417/33 Sw.),  - exploitatie van de ontucht of prostitutie van een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar (art. 417/34 Sw.),  - verkrijgen van de ontucht of de prostitutie van een minderjarige (art. 417/35 Sw.),  - verkrijgen van de ontucht of de prostitutie van een minderjarige beneden de volle leeftijd van zestien jaar (art. 417/36 Sw.) ….Sw.);  - bijwonen van ontucht of prostitutie van een minderjarige (art. 417/38 Sw.)  - weigering tot verlening van technische medewerking aan de verwijdering van bepaalde seksueel getinte en extreem pornografische en gewelddadige beelden (art. 417/56 Sw.)  - vrouwelijke genitale verminking (art. 409 Sw.).  1.3. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter **kan** ook, overeenkomstig het artikel 92§ 1 Sv., de audiovisuele opname van het verhoor bevelen van minderjarige of kwetsbare meerderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven zoals vermeld in artikel 91bis Sv.:    - gijzeling (art. 347*bis* Sw.);  - organisatie van ontucht of prostitutie van een minderjarige in vereniging (art. 417/37 Sw.)  - reclame maken voor de ontucht en prostitutie van een minderjarige (art. 417/39 en 417/40 Sw.) ;  - aanzetten tot het plegen van ontucht of tot exploitatie van prostitutie van een minderjarige (art. 417/41 Sw.);  - vervaardigen of verspreiden van beelden van seksueel misbruik van minderjarigen (art. 417/44 Sw.) ;  - vervaardigen of verspreiden van beelden van seksueel misbruik van minderjarigen in vereniging (art. 417/45 Sw.) ;  - bezitten en verwerven van beelden van seksueel misbruik van minderjarigen (art. 417/46 Sw.) ;  - zich toegang verschaffen tot beelden van seksueel misbruik van minderjarigen (art. 417/47 Sw.) ;  -  - vervaardigen of verspreiden van inhoud van extreem pornografische of gewelddadige aard gepleegd tegenover een minderjarige of een persoon die in een kwetsbare toestand verkeert (art. 417/52 Sw.) ;  - exhibitionisme (art. 417/53 Sw.) ;  - exhibitionisme in aanwezigheid van een minderjarige of een persoon die in een kwetsbare toestand verkeert (art. 417/54 Sw.) ;  - pooierschap (art. 433quater/1 Sw.  -  - het openbaar aanzetten tot het zich prostitueren (art. 433quater/3 Sw.),  - verzwaard misbruik van prostitutie (art. 433quater/4 Sw.)  - opzettelijk toebrengen van lichamelijke letsels (art. 398 tot 405*ter*, art. 410 Sw.);  - verzuim hulp te verlenen (art. 422*bis* en *ter* Sw.);  - verlaten of in behoeftige toestand achterlaten van kinderen of kwetsbare personen (art. 423 Sw.);  - onthouden van voedsel of verzorging aan minderjarigen of kwetsbare personen (art. 425, 426 Sw.);  - ontvoering van minderjarigen en kwetsbare personen (art. 428 Sw.);  - mensenhandel (art. 433*quinquies* tot 433 *octies* Sw). en mensensmokkel (art. 77*bis* tot 77*quinquies* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen).  1.4. De audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige of kwetsbare meerderjarige slachtoffers of getuigen van andere misdrijven dan deze vermeld in artikel 91*bis* Sv. kan eveneens worden bevolen in geval van ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, die worden beoordeeld door de magistraat, rekening houdende met punt 1.6. (art. 92§2 Sv.).  1.5. Het is de magistraat die, indien nodig, de kwetsbaarheid van de meerderjarige persoon beoordeelt.  1.6. Buiten de wettelijke definitie van kwetsbare persoon, **kan** de parketmagistraat de audiovisuele opname van het verhoor bevelen van een meerderjarig slachtoffer of getuige op basis van een thematische omzendbrief11 of indien hij beslist dat deze persoon als kwetsbaar kan worden beschouwd rekening houdende met de volgende criteria:  - persoonlijkheid,  - maturiteitsgraad,  - psychisch evenwicht,  - leeftijd,  - de omstandigheden waarin de eventuele onthullingen gedaan werden,  - de fysieke en/of psychologische impact van de feiten.  1.7. De audiovisuele opname van het verhoor beoogt:  - de woorden van de verhoorde persoon op een zo precieze, getrouwe en respectvol mogelijke manier weer te geven;  - het trauma en de secundaire victimisering van veelvuldige verhoren te voorkomen;  - de mogelijkheid te scheppen om de woorden en het gedrag van de verhoorde persoon te analyseren;  - het verlies aan herinneringen te beletten;  - de confrontatie tussen de verhoorde persoon en de vermoedelijke dader onder meer op de zitting te vermijden. |

|  |  |
| --- | --- |
| **2. COMPÉTENCES RESPECTIVES DES INTERVENANTS**    2.1 Rôle du magistrat  2.1.1. Le rôle du procureur du Roi en la matière s'apprécie en fonction des dispositions des articles 28*bis* et 28*ter* du CIC, qui déterminent ses responsabilités dans la conduite de l'information.  Dans ce cadre, il lui appartient de désigner les magistrats spécialisés pour traiter des dossiers concernant les infractions de mœurs ou de maltraitance.  En outre, le procureur nomme un magistrat de référence pour l'audition audiovisuelle et communique ses coordonnées aux services de police de l’arrondissement. Ce magistrat de référence est l'interlocuteur privilégié des services de police, des maisons de justice, des institutions et services publics ainsi que des associations privées impliquées dans l’accueil et l'aide aux victimes. À cette fin, le magistrat de référence participe aux réunions du conseil d’arrondissement pour la politique en faveur des victimes qui se tiennent à ce sujet, au minimum quand il est question de la thématique TAM. De plus, ce magistrat s’assure régulièrement que cette circulaire commune soit bien connue des services de police, des magistrats et du secrétariat du parquet. Il s'assure qu'ils sont sensibilisés et communique aux membres du parquet et aux services de police toutes les informations utiles concernant la gestion de ces dossiers.  Sans préjudice des articles 28*ter*, § 4 et 56, § 3 du CIC, le procureur du Roi, le magistrat de référence et les responsables des services de police concernés s’assureront de la désignation d’un nombre suffisant de fonctionnaires de police brevetés à cet effet[[12]](#footnote-12) formés à l'audition des mineurs et des majeurs vulnérables victimes ou témoins d’infractions, spécialement habilités à effectuer les auditions en la matière.  L'enregistrement audiovisuel de l’audition d'un mineur et d'un majeur vulnérable a lieu dans un local spécialement adapté. Pour la police intégrée, l’aménagement de ce local est déterminé selon un protocole établi par le service responsable de la stratégie (GWSC/TAM) de la Direction centrale de la police Technique et Scientifique de la Police Fédérale en matière de technique d'audition audiovisuelle conformément au point 4.2.  2.1.2. L'enregistrement audiovisuel de l'audition requiert une concertation et une collaboration importantes entre les différents intervenants (magistrats, fonctionnaires de police, organismes d'aide).  Le procureur du Roi et le magistrat de référence veillent à ce qu'une concertation effective entre ceux-ci puisse avoir lieu dans son arrondissement, notamment au sein des organes de concertation déjà existants, et à ce que les contacts soient encouragés.  2.1.3. Une liste des fonctionnaires de police visés au point 2.1.1. et des locaux adaptés est constitué au sein de chaque zone de police et communiquée au procureur du Roi de l’arrondissement.  De manière à optimaliser les ressources de personnels disponibles, il est souhaitable que des réseaux d’auditionneurs spécialisés et brevetés soient mis en place conformément au point 2.2.4.  En principe, il est fait appel aux fonctionnaires de police et aux moyens de l’arrondissement judiciaire. Dans le respect de l'article 23, alinéa 2 du CIC ou dans l’intérêt de la personne à auditionner, il peut néanmoins être fait appel en cas de nécessité à un fonctionnaire de police ou aux moyens d’un autre arrondissement judiciaire.  2.1.4. Il est rappelé que les enquêtes utilisant la technique d’audition audiovisuelle ne dérogent pas aux principes définis dans les articles 23, 28*ter,* § 3 et § 4 du CIC, de l’article 8 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ainsi qu’à la réglementation relative à la protection de la jeunesse et la délinquance juvénile.  Sans préjudice des articles 56, § 2 et § 3 du CIC, le service de police chargé de l’enquête est désigné par le procureur du Roi.  En principe, le procureur du Roi désigne le service de police du lieu des faits si le suspect est majeur et, si le suspect est mineur, il désigne le service de police du lieu de résidence des personnes qui exercent l’autorité parentale à son égard.  Ce principe de désignation peut être adapté selon les spécificités de la situation (pluralité de suspects mineurs, suspects mineurs et majeurs, jeunes résidant en institution…). Si les suspects d’un même dossier sont à la fois un ou plusieurs majeur(s) et un ou plusieurs mineur(s), la compétence du parquet est déterminée par le lieu des faits reprochés au(x) suspect(s) majeur(s). Les directives seront prises par le parquet compétent.  Lorsque plusieurs arrondissements judiciaires sont concernés, une concertation entre magistrats a lieu. Afin de ne pas perdre un temps précieux, cette concertation a lieu par les moyens de communication les plus rapides et efficaces (téléphone, vidéoconférence, courrier électronique, …).  En principe, le service de police chargé de l’enquête réalise tous les devoirs, y compris ceux qui impliquent un déplacement en dehors du territoire de la zone ou de l’arrondissement. De façon exceptionnelle, le procureur du Roi pourra requérir l’appui d’une ou plusieurs zones de police pour la réalisation de certains devoirs, voire pour la réalisation de l’audition audiovisuelle.  Il sera tenu compte de l’intérêt de la personne à auditionner et, notamment, de son lieu de résidence et de la langue parlée par celle-ci (voir points 2.1.6., 2.2.1., 3.2. et 4.2.).  Il importe que le parquet en charge de l’enquête communique les informations aux autres parquets concernés.  Dans tous les cas, une coordination efficace et une collaboration étroite sont attendues de la part de tous les acteurs concernés.  2.1.5. Dans les cas où il le juge utile, le procureur du Roi désigne un expert via un réquisitoire prévu à cet effet. Sa mission comporte une ou plusieurs des tâches définies au point 2.4.1 et est déterminée au cas par cas par le magistrat.  2.1.6. Les enregistrements audiovisuels des auditions ne sont en principe réalisés que sur demande écrite du procureur du Roi (art. 92, § 1 du CIC). Une demande orale peut également avoir lieu en cas d’urgence et sera confirmée par écrit.  2.1.7. L'audition enregistrée est effectuée, selon le stade de la procédure, par un magistrat du ministère public, par le juge d'instruction ou par un fonctionnaire de police breveté, qui a suivi la formation judiciaire fonctionnelle en matière d'audition audiovisuelle et suit régulièrement les formations continuées (art. 93 du CIC).  2.1.8. La loi autorise un magistrat à procéder à une audition TAM. Néanmoins, il est recommandé que cette audition soit effectuée par un fonctionnaire de police breveté à la technique d’audition TAM.  2.1.9. La personne à auditionner pour l'une des infractions visées aux points 1.2. et 1.3 a le droit de se faire accompagner de la personne majeure de son choix lors de son audition. C'est au magistrat qu'il appartient d'écarter s'il y a lieu, par décision motivée, cette personne majeure, conformément au point 5.2.3 (art. 91*bis* du CIC).  La personne à auditionner a également le droit de ne pas choisir une personne de confiance et de se faire auditionner seul.  2.2. Rôle du fonctionnaire de police  2.2.1. La personne à auditionner et, le cas échéant, la personne de confiance ou la personne qui l'accompagne sont accueillies et traitées de manière correcte et consciencieuse conformément à l'article 3*bis* du titre préliminaire du CIC et dans le respect de l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, de l’article 15 de la loi du 13 juillet 2023 sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences, de la circulaire ministérielle GPI 58 du 4 mai 2007 concernant l’assistance policière aux victimes dans la police intégrée, structurée à deux niveaux et du Manuel relatif aux délits de mœurs de la Police intégrée.  Le service de police et/ou le magistrat informent également la personne à auditionner et, si cette dernière est mineure, la personne qui exerce l’autorité parentale[[13]](#footnote-13), de l'existence des organismes d'aide et les renvoient vers les services spécialisés.  2.2.2. Le fonctionnaire de police communique au magistrat compétent les éléments déjà recueillis et demande les instructions nécessaires relatives à l'enregistrement de l'audition, la participation d'un expert, l'acceptation ou non de la présence de la personne visée à l'article 91*bis* du CIC,...  2.2.3. Le premier accueil de la personne à auditionner, de la personne de confiance, de la personne qui l'accompagne et/ou de la personne qui signale les faits est primordial pour l'enquête et se déroule de la manière décrite au point 3.  2.2.4. . L'audition audiovisuelle est effectuée par deux fonctionnaires de police. Le fonctionnaire de police qui procède à l’audition et, dans la mesure du possible, le fonctionnaire de police présent dans le local régie sont des fonctionnaires brevetés sélectionnés pour cela, ayant suivi une formation judiciaire fonctionnelle relative à ce type d’audition, qui bénéficient d'une manière régulière d'une formation judiciaire continuée en la matière et qui satisfont à la norme d’expertise minimale chaque année. Cette norme d’expertise minimale est définie par le service responsable de la stratégie (GWSC/TAM) en matière de technique d'audition audiovisuelle, pour la police intégrée, et communiquée aux différentes autorités locales et fédérales. Il s'agit des fonctionnaires de police dont il est question au point 2.1.1., alinéa 3.  Si l'audition est effectuée par un fonctionnaire de police et que l'expert désigné assiste à l'audition dans le local d'audition même, c'est le fonctionnaire de police qui dirige l'entretien. C'est à lui en effet qu'il appartient de recueillir les éléments relatifs aux faits et au contexte (conformément à l’article 47*bis*, § 6, 6) du CIC).  2.3. Rôle du Service d’assistance policière aux victimes  2.3.1. Le Service d’assistance policière aux victimes peut se charger du premier accueil de la personne à auditionner conformément aux directives de la circulaire GPI58.  2. 4. Rôle de l'expert  2.4.1. L'expert requis donne au magistrat un avis circonstancié. Pour établir cet avis, l’expert peut réaliser une ou plusieurs des tâches suivantes:  - prendre connaissance du dossier ;  - procéder à l'examen psychologique de la personne auditionnée, y compris à son anamnèse, notamment en ce qui concerne son développement cognitif, ses capacités de discernement, de mémorisation, et de sa résistance à la suggestion ;  - procéder à l'analyse des déclarations de la personne auditionnée avec pour objectif de donner des indications sur leur crédibilité ;  - dresser un rapport motivé de ses constatations ;  - faire connaître au magistrat tout élément ou composante psychologique ou cognitive qui pourraient se révéler contributifs par rapport aux faits faisant l'objet de l'enquête, par rapport au comportement de la personne auditionnée et à la dynamique de sa personnalité ;  - faire des propositions quant aux mesures éventuelles à prendre dans l’intérêt de la personne à auditionner.  2.4.2. Si le magistrat décide que l'expert assiste à l'audition, il est préférable que ce soit depuis le local de régie.  2.4.3. Si toutefois le magistrat estime que l'expert peut assister à l'audition dans le local d'audition même, l'expert veille à ne jamais remplir les rôles ni d’auditionneur ni d’enquêteur. Il adopte une attitude totalement neutre.  2.4.4. Pour mener à bien sa mission, l'expert désigné soit assiste à l’audition soit visionne son enregistrement. Il dispose, avec l'accord du magistrat, du support de données audiovisuel de l'audition pendant la durée de sa mission.  2.5. Rôle de l’interprète  2.5.1. L’interprète est désigné conformément à la loi du 10 avril 2014 modifiant diverses dispositions en vue d’établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés[[14]](#footnote-14).  L’interprète désigné assiste la personne auditionnée dès le moment où elle est prise en charge par les services de police jusqu’au moment de son audition et pour toute la suite de la procédure, tant que cela semble nécessaire.  2.5.2. L’interprète fournit une traduction correcte des questions/réponses selon les directives de l’auditionneur et s’en tient à son rôle d’interprète. Il adopte une attitude totalement neutre et ne pose aucune question d’initiative même via l’auditionneur/l’enquêteur.  2.6. Rôle de l’avocat  2.6.1. Si la personne à auditionner souhaite être assistée d’un avocat, celui-ci peut être présent dès le moment où la personne à auditionner est prise en charge par les services de police. La personne à auditionner peut donc, si elle le souhaite, avoir un entretien confidentiel avec son avocat avant le début de l’audition.  2.6.2. Lorsque l’avocat assiste à l’audition, il le fait de préférence depuis le local de régie.  S’il souhaite assister la personne auditionnée depuis le local d’audition, il s’installe de préférence en retrait, hors du champ de vision de celle-ci.  La présence de l’avocat a entre autre pour but de contrôler la régularité de l’audition en s’assurant du bon traitement réservé à la personne auditionnée, en particulier de l’absence d’exercice manifeste de pressions ou contraintes illicites et de la présence d’un interprète si nécessaire pour recueillir le témoignage de la personne auditionnée conformément à l’article 47*bis*, § 6 4) et 7) CIC.  Il lui est expressément recommandé de ne pas intervenir directement, de ne pas interrompre l’audition et d’attendre la fin de l’audition pour faire part de ses observations éventuelles. S’il estime avoir observé des irrégularités de procédure, il peut faire notifier ses remarques dans le procès-verbal d’audition conformément à l’article 47*bis*, § 6 avant-dernier alinéa CIC. | **2. BEVOEGDHEDEN VAN DE TUSSENKOMENDE PERSONEN**  2.1. Rol van de magistraat  2.1.1. De rol van de procureur des Konings in deze materie wordt bepaald door de artikelen 28*bis* en 28*ter* Sv., die handelen over zijn verantwoordelijkheid bij de leiding van het opsporingsonderzoek.  In het kader hiervan behoort het hem toe de gespecialiseerde magistraten aan te duiden die dossiers betreffende zedenmisdrijven of mishandelingen behandelen.  Daarenboven duidt de procureur des Konings een referentiemagistraat audiovisueel verhoor aan en deelt zijn gegevens mee aan de politiediensten van het arrondissement. Deze referentiemagistraat is de bevoorrechte gesprekspartner van de politiediensten, de justitiehuizen, de openbare instellingen en diensten evenals van de private verenigingen die betrokken zijn bij het onthaal van en de hulp aan slachtoffers. Daartoe neemt de referentiemagistraat deel aan de vergaderingen van de arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid die daaromtrent gehouden worden, minstens wanneer de thematiek aangaande TAM wordt besproken. Daarenboven vergewist deze magistraat zich er op gezette tijdstippen van dat deze gemeenschappelijke omzendbrief goed gekend is bij de politiediensten, de magistraten en het parketsecretariaat. Hij zorgt er voor dat zij gesensibiliseerd worden en hij deelt aan de leden van het parket en aan de politiediensten alle nuttige informatie mee betreffende het beheer van deze dossiers.  Onverminderd de artikelen 28*ter*, § 4 en 56, § 3 Sv., vergewissen de procureur des Konings, de referentiemagistraten en de verantwoordelijken van de betrokken politiediensten er zich van dat er voldoende hiertoe gebrevetteerde12 politieambtenaren, opgeleid in het verhoor van minderjarige en kwetsbare meerderjarige slachtoffers en getuigen van misdrijven, aangeduid worden om dergelijke verhoren af te nemen.  De audiovisuele opname van het verhoor van een minderjarige en een kwetsbare meerderjarige vindt plaats in een specifiek ingericht lokaal. Voor de geïntegreerde politie wordt de inrichting van het lokaal, volgens een protocol, vastgelegd door de strategische verantwoordelijke (GWSC/TAM) van de Centrale directie van Technische en Wetenschappelijke politie van de Federale Politie, voor wat betreft de techniek van het audiovisueel verhoor overeenkomstig punt 4.2.  2.1.2. De audiovisuele opname van het verhoor vraagt overleg en een belangrijke samenwerking tussen de betrokken personen (magistraten, politieambtenaren, hulpverleningsdiensten).  De procureur des Konings en de referentiemagistraat zorgen ervoor dat overleg tussen deze betrokkenen mogelijk is binnen zijn gerechtelijk arrondissement, onder meer binnen de reeds bestaande overlegorganen, en dat contacten tussen hen worden aangemoedigd.  2.1.3. Binnen elke politiezone wordt een lijst met de politieambtenaren bedoeld in punt 2.1.1. en de uitgeruste lokalen opgesteld en aan de procureur des Konings meegedeeld.  Met het oog op het optimaliseren van de beschikbare personeelsmiddelen, is het wenselijk dat er netwerken van gespecialiseerde en gebrevetteerde verhoorders worden opgericht, zoals bepaald in punt 2.2.4.  In principe wordt beroep gedaan op de politieambtenaren en de middelen van het gerechtelijk arrondissement. Overeenkomstig artikel 23, tweede lid Sv. kan, indien strikt noodzakelijk of in het belang van de te verhoren persoon, beroep worden gedaan op een politieambtenaar of de middelen van een ander gerechtelijk arrondissement.  2.1.4. Er wordt aan herinnerd dat de onderzoeken waarin de techniek van het audiovisueel verhoor gebruikt wordt, niet raken aan de principes van de artikelen 23, 28*ter,* § 3 en § 4 Sv. en artikel 8 van de Wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt en de regelgeving inzake jeugdbescherming en jeugddelinquentie.  Onverminderd de artikelen 56, § 2 en § 3 Sv. is de politiedienst belast met het onderzoek door de Procureur des Konings aangesteld.  In principe, duidt de Procureur des Konings de politiedienst van de plaats van de feiten aan, indien de verdachte meerderjarig is of de politiedienst van de verblijfplaats van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, indien de verdachte minderjarig is.  Dit principe van aanwijzing kan aangepast worden aan de bijzonderheden van de situatie (meerdere minderjarige verdachten, of minderjarigen en meerderjarigen, jongeren die in instellingen verblijven, ….). Indien de verdachten in eenzelfde dossier enerzijds een of meerdere meerderjarigen en anderzijds een of meerdere minderjarigen zijn, wordt de bevoegdheid van het parket bepaald door de plaats van de feiten die aan de meerderjarigen verweten worden. Het bevoegde parket zal hiervoor richtlijnen geven.  Indien meerdere gerechtelijke arrondissementen betrokken zijn, is een overleg tussen magistraten aangewezen. Om geen tijd te verliezen, vindt dit overleg plaats volgens de snelste en doeltreffendste communicatiemiddelen (telefoon, videoconferentie, e-mail,…)  In principe voert de politiedienst die belast is met het onderzoek alle opdrachten uit, hieronder begrepen deze die een verplaatsing buiten het grondgebied van de zone of het arrondissement vereisen. Uitzonderlijk kan de procureur des Konings de ondersteuning van een of meerdere politiezones vorderen voor de uitvoering van bepaalde opdrachten, zoals het afnemen van een audiovisueel verhoor.  Er zal rekening gehouden worden met het belang van de te verhoren persoon en meer bepaald zijn verblijfplaats en de gesproken taal (zie punten 2.1.6., 2.2.1., 3.2. en 4.2.).  Het is noodzakelijk dat het parket dat belast wordt met het onderzoek de informatie communiceert aan de andere betrokken parketten.  In al deze gevallen worden een doeltreffende coördinatie en een nauwe samenwerking verwacht van alle betrokkenen.    2.1.5. In die zaken die hij nuttig acht, wijst de procureur des Konings een deskundige aan volgens een voor dit doel voorziene vordering. Zijn opdracht behelst een of meerdere van de in punt 2.4.1. gedefinieerde taken en zal van geval tot geval door de magistraat beoordeeld worden.  2.1.6. De audiovisuele opname van het verhoor wordt in principe schriftelijk bevolen door de procureur des Konings (art. 92, § 1 Sv.). In dringende gevallen kan ook gebruik gemaakt worden van een mondelinge vraag, die schriftelijk wordt bevestigd.  2.1.7. Het audiovisueel verhoor wordt, afhankelijk van het stadium waarin de procedure zich bevindt, verricht door een magistraat van het openbaar ministerie, door de onderzoeksrechter of door een gebrevetteerde politieambtenaar, die de functionele opleiding betreffende het audiovisueel verhoor heeft gevolgd en geregeld de vervolgopleidingen volgt (art. 93 Sv.).  2.1.8. De wet machtigt een magistraat om een audiovisueel verhoor TAM af te nemen. Desalniettemin verdient het aanbeveling het verhoor te laten afnemen door een politieambtenaar gebrevetteerd in de verhoortechniek TAM.  2.1.9. De te horen persoon van een van de in de punten 1.2. en 1.3. genoemde misdrijven heeft het recht om zich tijdens zijn verhoor te laten bijstaan door een meerderjarig persoon van zijn keuze. Het behoort de magistraat toe om in voorkomend geval, zoals vermeld in punt 5.2.3, bij gemotiveerde beslissing deze meerderjarige persoon te weren (art. 91*bis* Sv.).  De te horen persoon heeft echter ook het recht om ervoor te kiezen zich niet te laten bijstaan door een vertrouwenspersoon en zich dus alleen te laten verhoren.  2.2. Rol van de politieambtenaar  2.2.1. De te horen persoon en in voorkomend geval de vertrouwenspersoon en de vergezellende persoon worden zorgvuldig en correct opgevangen en bejegend, conform artikel 3bis van de Voorafgaande Titel Sv., artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt, artikel 15 van de wet van 13 juli 2023 ter preventie en bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen, de ministeriële omzendbrief GPI 58 van 4 mei 2007 betreffende de politiële slachtofferbejegening binnen de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus en het Draaiboek Zeden van de geïntegreerde politie.  De politiedienst en/of de magistraat informeren de te horen persoon en, indien deze een minderjarige is, de personen die het ouderlijk gezag13 uitoefenen, over het bestaan van de hulpverleningsdiensten en verwijzen hen door naar de gespecialiseerde diensten.  2.2.2. De politieambtenaar brengt de bevoegde magistraat op de hoogte van de reeds ingewonnen informatie en vraagt hem de nodige instructies voor de audiovisuele opname van het verhoor, de medewerking van een deskundige, het al dan niet aanvaarden van de aanwezigheid van de persoon vermeld in artikel 91*bis* Sv.,...  2.2.3. De eerste opvang van de te horen persoon, de vertrouwenspersoon en de vergezellende persoon en/of de persoon die aangifte doet, is van groot belang voor het onderzoek en verloopt op de wijze omschreven in punt 3.  2.2.4. Het audiovisueel verhoor wordt uitgevoerd door twee politieambtenaren. De politieambtenaar die overgaat tot het verhoor en, in de mate van het mogelijke, de in het regielokaal aanwezige politieambtenaar zijn gebrevetteerd. Ze moeten hiervoor een functionele gerechtelijke opleiding in dit type verhoor gevolgd hebben, geregeld een voortgezette gerechtelijke opleiding in deze materie genieten en voldoen aan de jaarlijkse minimumexpertisenorm. Deze minimumexpertisenorm wordt voor de geïntegreerde politie bepaald door de verantwoordelijke dienst inzake de strategie van de technieken van het audiovisueel verhoor (GWSC/TAM) en gecommuniceerd aan de verschillende lokale en federale autoriteiten. Dit zijn de politieambtenaren waarvan sprake is in punt 2.1.1., alinea 3.  Indien het verhoor uitgevoerd wordt door een politieambtenaar en de aangestelde deskundige het verhoor bijwoont in de verhoorkamer zelf, leidt de politieambtenaar het verhoor. Het is immers zijn taak de gegevens over de feiten en de context te verzamelen (overeenkomstig artikel 47*bis*,  § 6, 6) Sv.).  2.3. Rol van de dienst slachtofferbejegening van de politie  2.3.1. De dienst slachtofferbejegening van de politie kan de eerste opvang van de te horen persoon verrichten, volgens de richtlijnen van de omzendbrief GPI 58.  2.4. Rol van de deskundige  2.4.1. De aangestelde deskundige geeft aan de magistraat een gedetailleerd advies. Om tot dit advies te komen kan de deskundige onder meer:  - kennis nemen van het dossier;  - overgaan tot een psychologisch onderzoek van de verhoorde persoon, een anamnese inbegrepen, wat onder meer een onderzoek van zijn cognitieve ontwikkeling, van zijn onderscheidingsvermogen, geheugen en van zijn weerstand tegen suggestie inhoudt;  - de verklaringen analyseren van de verhoorde persoon om een indicatie te geven van de geloofwaardigheid ervan;  - een gemotiveerd verslag van deze vaststellingen opstellen;  - de magistraat in kennis stellen van alle elementen, en in voorkomend geval ook de psychologische of de cognitieve componenten, die een bijdrage kunnen leveren tot een beter inzicht in de onderzochte feiten, in het gedrag van de verhoorde persoon en in zijn persoonlijkheidsdynamiek.  - voorstellen doen aangaande de eventueel te nemen maatregelen in het belang van de te verhoren persoon.  2.4.2. Indien de magistraat oordeelt dat de deskundige aan het verhoor moet deelnemen, is het aangewezen dat dit vanuit het regielokaal gebeurt.  2.4.3. Indien de magistraat toch oordeelt dat de deskundige het verhoor kan bijwonen in het verhoorlokaal, moet de deskundige erover waken om nooit de rol van verhoorder of die van onderzoeker op zich te nemen. Hij neemt een compleet neutrale houding aan.  2.4.4 Om zijn opdracht uit te voeren, moet de aangewezen deskundige enerzijds deelnemen aan het verhoor of anderzijds de opname bekijken. Hij beschikt met instemming van de magistraat over de audiovisuele gegevensdrager van het verhoor, gedurende de tijd van zijn opdracht.  2.5. Rol van de tolk  2.5.1 De tolk wordt aangewezen overeenkomstig de wet van 10 april 2014 tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken14.  De aangewezen tolk staat de verhoorde persoon bij vanaf het moment dat deze door de politie wordt opgevangen tot aan het moment van zijn verhoor en voor het vervolg van de procedure, zolang dit noodzakelijk blijkt.  2.5.2. De tolk voorziet volgens de richtlijnen van de verhoorder enkel in een correcte vertaling van de vragen/antwoorden en houdt zich dus aan zijn rol van tolk. Hij neemt een volledig neutrale houding aan en stelt geen enkele vraag uit eigen initiatief, ook niet via de verhoorder/onderzoeker.  2.6. Rol van de advocaat  2.6.1. Indien de te horen persoon zich wil laten bijstaan door een advocaat, kan deze aanwezig zijn vanaf het moment waarop de te horen persoon door de politiediensten opgevangen wordt. De te horen persoon kan, indien gewenst, een vertrouwelijk overleg hebben met zijn advocaat voor het begin van het verhoor.  2.6.2. Wanneer de advocaat het verhoor bijwoont, doet hij dit bij voorkeur vanuit het regielokaal.  Als hij de verhoorde persoon wil bijstaan vanuit het verhoorlokaal, zit hij bij voorkeur op de achtergrond, buiten diens gezichtsveld.  De aanwezigheid van de advocaat heeft als doel de regelmatigheid van het verhoor te verzekeren zich hierbij verzekerend van de goede behandeling van de verhoorde persoon, in het bijzonder de afwezigheid van manifeste druk of ongeoorloofde dwang, en, indien nodig, de aanwezigheid van een tolk om de getuigenis van de verhoorde persoon te kunnen verkrijgen overeenkomstig artikel 47*bis,* § 6 4) en 7) Sv.  Hij wordt uitdrukkelijk aangeraden niet rechtstreeks in te grijpen, het verhoor niet te onderbreken en tot het einde van het verhoor te wachten met het maken van opmerkingen. Indien hij meent onregelmatigheden in de procedure te hebben opgemerkt, kan hij overeenkomstig artikel 47*bis,* § 6, voorlaatste lid Sv. deze opmerkingen in het proces-verbaal van het verhoor laten noteren. |

|  |  |
| --- | --- |
| **3. PREMIER ACCUEIL DE LA PERSONNE A AUDITIONNER, DE LA PERSONNE DE CONFIANCE, DE LA PERSONNE QUI ACCOMPAGNE LA PERSONNE A AUDITIONNER ET/OU DE LA PERSONNE QUI SIGNALE LES FAITS**  3.1. Lorsque la personne à auditionner est présumée victime ou témoin d’une des infractions visées aux points 1.2. et 1.3., le fonctionnaire de police doit se mettre immédiatement en rapport avec le procureur du Roi pour recevoir ses instructions, en vue notamment de lancer les premières investigations.  3.2. La personne qui signale les faits est, si possible, entendue immédiatement et préalablement à la personne à auditionner. Lorsqu'elle est accompagnée de cette dernière, elle est entendue hors sa présence. Si une audition immédiate n'est pas possible, elle est reportée à une date ultérieure la plus rapprochée possible.  La même règle est applicable à la personne qui accompagne la personne à auditionner.  L'audition audiovisuelle est organisée selon le meilleur intérêt de la personne à auditionner, dans les meilleures conditions de temps et de lieu, après concertation avec le magistrat.  Lorsqu'il résulte des informations de la personne qui signale les faits ou de la personne qui accompagne la personne à auditionner que cette dernière est en danger immédiat, des mesures adéquates sont, avant toute chose, sollicitées auprès du magistrat compétent.  L'audition est alors organisée conformément au point 5.1.  L'audition de la personne qui signale les faits et/ou de la personne qui accompagne la personne à auditionner traitera entre autres des points suivants:  - la teneur des faits;  - la proximité des faits (date, lieu, circonstances,...);  - la situation familiale de la personne à auditionner;  - l'existence d'une intervention des services sociaux (CPAS, CPMS), d'une équipe SOS Enfants, d'un Vertrouwenscentrum Kindermishandeling (VK), des instances d'aide à la jeunesse ( SAJ (service d'aide à la jeunesse)), d’un Ondersteuningscentrum Jeugdzorg (OCJ)),...) ou d'un service d'aide aux victimes;  - l'identification du suspect et des témoins éventuels;  - les circonstances dans lesquelles la personne à auditionner a révélé les faits (entre autres si cela s’est passé spontanément) ;  - le contenu des conversations relatives aux faits, notamment les questions qui ont déjà été posées à la personne à auditionner et les réponses qu'elle a données.  Si la personne qui signale les faits et/ou accompagne la personne à auditionner a reçu des confidences de cette dernière, il convient d’acter les termes exacts utilisés.  Pour éviter de "contaminer" l'audition de la personne auditionnée, le fonctionnaire de police demande à la personne qui accompagne et/ou la personne qui signale les faits de ne plus parler, de sa propre initiative, des faits à la personne auditionnée.  Si la personne auditionnée parle d’elle-même des faits, le fonctionnaire de police conseille à la personne qui l’accompagne et/ou la personne qui signale les faits de ne pas poser de questions mais de signaler la formulation exacte et spontanée de la personne auditionnée dans une déclaration subséquente.  Le fonctionnaire de police prévient également la personne qui accompagne et/ou la personne qui signale les faits que c'est au magistrat qu'il appartient de décider de la suite de l'enquête.  Un procès-verbal consignant la dénonciation et les renseignements recueillis est rédigé et transmis conformément aux directives du magistrat. Chaque procureur du Roi détermine le nombre et la destination des copies du procès-verbal.  Le fonctionnaire de police informe la personne entendue qu'elle peut obtenir gratuitement une copie du texte de son audition si elle en fait la demande (art. 28 *quinquies*, § 2 et 57, § 2 du CIC)[[15]](#footnote-15).  3.3. Après l'audition de la personne qui signale les faits et/ou de la personne qui accompagne la personne à auditionner, des devoirs d’enquête supplémentaires sont posés si cela s'avère nécessaire.  3.4. Si la personne à auditionner a déjà été prise en charge auparavant par une équipe SOS Enfants, un OCJ/VK ou un autre organisme d'aide, il convient que toutes informations utiles pouvant contribuer à un accueil adéquat et à une audition dans de bonnes conditions soient recueillies. Il peut également en aller de même à propos de toute autre institution que la personne à auditionner aurait consultée ou dans laquelle elle aurait séjourné.  3.5. Lorsque le magistrat a décidé de faire procéder à l'audition enregistrée de la personne à auditionner par un fonctionnaire de police breveté dans un local spécialement adapté et que cette audition ne peut avoir lieu immédiatement dans ces circonstances, un rendez-vous ultérieur est fixé, comme stipulé au point 5.1.  Toutefois, comme prévu dans la GPI 58, il convient de veiller à prodiguer à la personne à auditionner un accueil sécurisant et, si elle le demande, une première écoute et une première information, sans cependant procéder à l'audition.  3.6. Il convient que le premier verbalisant transmette dans les meilleurs délais au fonctionnaire de police qui procède à l’audition audiovisuelle toutes les données permettant à ce dernier d'assurer un bon accueil de la personne à auditionner. | **3. EERSTE OPVANG VAN DE TE HOREN PERSOON, DE VERTROUWENSPERSOON, DE VERGEZELLENDE PERSOON EN/OF DE PERSOON DIE AANGFITE DOET**  3.1. Wanneer de te horen persoon het vermoedelijk slachtoffer of de getuige is van een misdrijf genoemd in punten 1.2. en 1.3. moet de politieambtenaar onmiddellijk contact opnemen met de procureur des Konings om zijn instructies te ontvangen, onder meer met het oog op de eerste onderzoeksmaatregelen.  3.2. De persoon die aangifte doet, wordt zo mogelijk onmiddellijk en vóór de te horen persoon gehoord. Indien ze samen aanwezig zijn, wordt hij gehoord in afwezigheid van deze laatste. Indien geen onmiddellijk verhoor mogelijk is, zal dit uitgesteld worden tot op een zo nabij mogelijke datum.  Dezelfde regel is ook van toepassing op de vergezellende persoon.  Het verhoor van de te horen persoon wordt in het beste belang van de te verhoren persoon en in de beste omstandigheden van tijd en plaats georganiseerd, in samenspraak met de magistraat.  Als uit de informatie van de persoon die aangifte doet, of van de vergezellende persoon, blijkt dat de te horen persoon zich in een acute gevaarsituatie bevindt, worden in eerste instantie adequate maatregelen gevorderd bij de bevoegde magistraat.  Het verhoor zal dan worden georganiseerd overeenkomstig punt 5.1.  Het verhoor van de persoon die aangifte doet en/of van de vergezellende persoon zal onder meer betrekking hebben op de volgende gegevens:  - de inhoud van de feiten;  - het tijdsinterval tussen de feiten en het verhoor (plaats, tijd, omstandigheden,...);  - de familiale situatie van de te horen persoon;  - de tussenkomst van sociale diensten (OCMW, C.L.B.), een équipe SOS Enfants, een Vertrouwenscentrum Kindermishandeling (VK), een Ondersteuningscentrum Jeugdzorg (OCJ) of een Centrum voor Algemeen Welzijnswerk;  - de identificatie van de verdachte en eventuele getuigen;  - de omstandigheden waarin de te horen persoon de feiten heeft onthuld (onder meer of dit spontaan gebeurde);  - de inhoud van de gesprekken met de te horen persoon over de feiten en in het bijzonder de reeds gestelde vragen en de hierop gegeven antwoorden.  Indien de persoon die aangifte doet en/of vergezelt van de te horen persoon bepaalde onthullingen gekregen heeft, is het aangewezen dat de gebruikte bewoordingen exact in het proces-verbaal worden weergegeven.  Om het "besmetten" van het verhoor van de te horen persoon te vermijden, vraagt de politieambtenaar aan de vergezellende persoon en/of de persoon die aangifte doet, niet meer op eigen initiatief met de verhoorde persoon over de feiten te praten.  Indien de verhoorde persoon zelf over de feiten spreekt, adviseert de politieambtenaar aan de vergezellende persoon en/of de persoon die aangifte doet, om geen vragen te stellen, maar de exact gebruikte spontane bewoordingen van de verhoorde persoon in een navolgende aangifte te melden.  De politieambtenaar waarschuwt tevens de vergezellende persoon en/of de persoon die aangifte doet, dat de magistraat beslist over het verdere verloop van het onderzoek.  Een proces-verbaal met de aangifte en de verkregen inlichtingen wordt overeenkomstig de richtlijnen van de magistraat opgesteld en overgemaakt. Elke procureur des Konings bepaalt het aantal en de bestemming van de kopieën van het proces-verbaal.  De politieambtenaar deelt de gehoorde persoon mee dat hij kosteloos een kopie van de tekst van zijn verhoor kan krijgen als hij hierom verzoekt (art. 28*quinquies,* § 2 en 57, § 2 Sv.)15.  3.3. Na het verhoor van de persoon die aangifte deed en/of van de vergezellende persoon worden, indien nodig, bijkomende onderzoekshandelingen opgestart.  3.4. Indien voor de te horen persoon reeds een OCJ/VK, een équipe SOS Enfants of een andere hulpverlenende instantie is tussengekomen, worden hieraan alle inlichtingen, die nuttig zijn voor een goede opvang en een goed verhoor gevraagd. Hetzelfde geldt voor elke andere instelling die de te horen persoon heeft geraadpleegd of waarin hij verbleef.  3.5. Als de magistraat beslist het verhoor audiovisueel te laten opnemen door een gebrevetteerde politieambtenaar in een hiervoor speciaal ingerichte ruimte en indien het verhoor niet onmiddellijk in zulke omstandigheden kan plaatsvinden, wordt een afspraak op latere datum vastgelegd, zoals bepaald in punt 5.1.  De te horen persoon wordt in ieder geval op geruststellende wijze opgevangen zoals bepaald in de GPI 58. Indien hij er om vraagt, wordt een eerste keer naar hem geluisterd en worden de eerste inlichtingen gegeven, zonder reeds tot het verhoor over te gaan.  3.6. Het is aangewezen dat de eerste verbalisant zo vlug mogelijk aan de politieambtenaar die tot het audiovisueel verhoor zal overgaan, alle gegevens die een goede opvang van de te horen persoon mogelijk maken, doorstuurt. |
| **4. MODALITES PRATIQUES CONCERNANT L’AUDITION**    4.1. Convocation de la personne à auditionner  S’il s’agit d’un mineur et que l'audition ne peut avoir lieu immédiatement, il convient de prendre contact avec celui-ci et les titulaires de l’autorité parentale afin de fixer le jour et l'heure de l'audition.  Dans les circonstances particulières où l’un ou les deux titulaires de l’autorité parentale est/sont suspecté(s), il n’y a pas lieu de les aviser.  Dans tous les cas, ce contact doit de préférence se faire oralement.  Les modalités de cette communication sont consignées dans le procès-verbal.  4.2. Lieu de l'audition  L’audition a lieu de préférence dans un local d’audition le plus proche du lieu de résidence de la personne à auditionner. A cet effet, des collaborations sont mises en place entre les zones de police concernées pour la mise à disposition du local d’audition.  Ce local d’audition est spécialement aménagé et reconnu par le procureur du Roi conformément au point 2.1.1, dernier alinéa.  Ce local d'audition insonorisé est accueillant, sobre, neutre, dépourvu d'objets pouvant distraire l'attention de la personne à auditionner (par exemple un téléphone ou des jouets).  Un local technique (local de régie)[[16]](#footnote-16) proche du local d’audition comprend le matériel technique requis.  Pour assurer l’intimité de la personne à auditionner et la discrétion nécessaire relative à ce type d'enquête, un local d'accueil spécifique est prévu[[17]](#footnote-17). La personne à auditionner doit pouvoir en jouir en dehors du bruit et à l'abri des allées et venues de tiers. Ce local d’accueil doit également se situer à proximité du local d’audition.  4.3. Moment de l’audition  4.3.1 L'audition a lieu le plus rapidement possible, en tenant compte de la nécessité de protéger la personne à auditionner ainsi que de la gravité des faits.  Il faut donc veiller à l’accessibilité maximale des locaux au niveau de leur heures d’ouverture lorsque l’audition est urgente.  4.3.2. Pour déterminer la période de la journée au cours de laquelle aura lieu l'audition, il convient de respecter autant que possible le rythme de la personne à auditionner et d'éviter en principe les auditions en soirée et pendant la nuit.  Si la personne à auditionner fréquente un établissement[[18]](#footnote-18), il convient de veiller à ce que la direction soit préalablement avertie de l'absence de cette dernière. Le service de police chargé de l’enquête demande à la direction de ne pas préciser le moment de l’audition à l’un ou les titulaires de l’autorité parentale s’il(s) est/sont suspecté(s).  4. 4. Durée de l'audition  Il est recommandé que l'audition soit d'une durée raisonnable. Pour apprécier cette durée, il faut tenir compte notamment de l'âge ou des capacités mentales et cognitives, de l'état de stress ou de fatigue, du rythme et des capacités de concentration de la personne à auditionner. | **4. PRAKTISCHE MODALITEITEN VAN HET VERHOOR**  4.1. Oproeping van de te horen persoon  Indien het gaat om een minderjarige en het verhoor kan niet onmiddellijk plaatsvinden, wordt contact opgenomen met de minderjarige en met hen die het ouderlijk gezag uitoefenen om de dag en het tijdstip van het verhoor te bepalen.  In de bijzondere omstandigheid dat één of de twee personen, die het ouderlijk gezag uitoefenen, verdacht worden van de feiten, is het niet aangewezen hen hiervan te verwittigen.  In alle gevallen gebeurt dit contact bij voorkeur mondeling.  De modaliteiten van deze mededeling worden opgenomen in het proces-verbaal.  4.2. Plaats van het verhoor  Het verhoor vindt bij voorkeur plaats in een verhoorlokaal dat het dichtst bij de verblijfplaats van de te horen persoon is gelegen. Hiertoe worden samenwerkingsverbanden tussen de betrokken politiezones opgezet met het oog op het ter beschikking stellen van een verhoorlokaal.  Dit verhoorlokaal is specifiek uitgerust en erkend door de procureur des Konings conform punt 2.1.1, laatste alinea.  Dit geluiddicht verhoorlokaal wordt aangenaam, sober en neutraal ingericht, zonder voorwerpen die de aandacht van de te horen persoon kunnen afleiden (bijvoorbeeld een telefoon of speelgoed).  Een technisch lokaal (regielokaal)16 in de nabijheid van het verhoorlokaal, dient het nodige technisch materiaal te bevatten.  Om de voor dit soort onderzoek nodige discretie te verzekeren en de nodige intimiteit aan de te horen persoon te bieden, dient er een specifieke ontvangstruimte voorzien te worden17. De verhoorde persoon moet er zich comfortabel kunnen voelen, zonder te worden gehinderd door lawaai of het komen en gaan van derden. Dit ontvangstlokaal mag zich ook niet ver van het verhoorlokaal bevinden.  4.3. Tijdstip van het verhoor  4.3.1. Het verhoor moet zo spoedig mogelijk plaatsvinden afhankelijk van de noodzaak de te horen persoon te beschermen en van de ernst van de feiten.  Het is daarom noodzakelijk om te zorgen voor maximale toegankelijkheid van de lokalen wat betreft de openingstijden wanneer het verhoor dringend is.  4.3.2. Om het tijdstip te bepalen waarop het verhoor plaatsvindt, wordt zoveel mogelijk rekening gehouden met de dagindeling van de te horen persoon en worden verhoren 's avonds en ’s nachts in principe vermeden.  Indien de te horen persoon een (onderwijs)instelling18 bezoekt, is het aangewezen de directie op voorhand op de hoogte te brengen van zijn afwezigheid. De politie die met het onderzoek is belast, vraagt de directie om het tijdstip van het verhoor niet aan een of meer personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, mee te delen indien zij worden verdacht.  4.4. Duur van het verhoor  Het is aanbevolen het verhoor tot een redelijke duur te beperken. Om deze duur te beoordelen moet onder andere rekening gehouden worden met de leeftijd, het mentale niveau en het ontwikkelingsniveau, de stresstoestand, de vermoeidheid, het tempo en de concentratiemogelijkheden van de te horen persoon. |
| **5. DEROULEMENT DE L’AUDITION**  5.1. Accueil de la personne à auditionner  L'auditionneur rencontre à leur arrivée au lieu de l'audition, dans le local d'accueil prévu à cet effet, la personne à auditionner, éventuellement la personne qui l'accompagne et/ou la personne de confiance ainsi que, le cas échéant l’avocat de la personne à auditionner. Il leur explique la procédure d'audition et présente les personnes habilitées à assister à l'audition. Il leur fait visiter les locaux d'audition et de régie.  Toutes les mesures sont prises pour empêcher tout contact entre la personne à auditionner et le suspect.  5.2. Présence des personnes à l'audition  Chaque audition est effectuée par deux fonctionnaires de police. Le fonctionnaire de police, appelé auditionneur, qui procède à l’audition et, dans la mesure du possible, le deuxième fonctionnaire de police sont des membres TAM, formés et actifs en tant qu’auditionneurs. Le deuxième fonctionnaire de police, appelé régisseur, fournit le soutien nécessaire à l’application correcte de la technique d’audition TAM.  5.2.1. Sont seuls autorisés à assister à l'audition audiovisuelle :  \* dans le local d’audition:  - le magistrat ou l’auditionneur;  - la personne de confiance;  - l’interprète;  - l’expert désigné;  - l’avocat de la personne à auditionner.  \* dans le local de régie:  - le fonctionnaire de police en charge de l’enquête;  - le fonctionnaire de police appelé régisseur, chargé du support technique;  - l’expert désigné;  - l’avocat de la personne à auditionner;  - à titre exceptionnel, et avec autorisation du magistrat en charge du dossier, d’autres intervenants policiers ou non (stagiaires judiciaires et académiques…).  5.2.2. La personne à auditionner a le droit de se faire accompagner de la personne majeure de son choix lors de son audition (art. 91*bis* du CIC).  Il convient que la personne à auditionner soit clairement avisée de ce droit, soit à l'occasion de la prise de rendez-vous orale soit lors du premier accueil.  Elle fait part de son choix au plus tard au début de son audition. Son choix est acté dans le procès-verbal d'audition.  5.2.3. Toutefois, dans les dossiers intrafamiliaux délicats (maltraitance/mauvais traitements, non-assistance à personne en danger par le parent non-incriminé,…), ceux dans lesquels il y a un conflit d’intérêts pouvant nuire à l’intérêt de l’enfant (divorce, séparation des parents et accusation contre l’un d’entre eux, conflit relatif à l’autorité parentale ou les modalités d'hébergement ou du droit aux relations personnelles,…) ou encore lorsque la présence de la personne de confiance peut nuire à la manifestation de la vérité (la personne à auditionner est influencée dans ses déclarations/son attitude, le témoignage de la personne de confiance doit être recueilli ultérieurement,…), le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut décider d'écarter, par décision motivée, la personne de confiance choisie (art. 9l*bis* du CIC). Dans ce cas, l’auditionneur s’assure, auprès de la personne à auditionner, de sa volonté de se faire accompagner d’une autre personne de confiance.  Lorsque la personne de confiance choisie est un professionnel du secteur psycho-médico-social, une certaine prudence s'impose, compte tenu de ce que souvent, la décision de consulter cette personne n'appartient pas à la personne à auditionner.  Lorsque la personne de confiance choisie est l’avocat de la personne à auditionner, le fonctionnaire de police fera une mise au point avec ledit avocat quant au rôle qu’il jouera pendant l’audition conformément au point 5.2.4.  En cas de doute, l'auditionneur doit prendre contact avec le magistrat qui décidera si la personne de confiance peut ou non être présente à l'audition.  5.2.4. Lorsque la personne de confiance assiste à l'audition, elle s'installe en retrait, hors du regard de la personne à auditionner (dans le champ visuel de la caméra). Cette personne de confiance doit adopter une attitude neutre et discrète et doit s'abstenir de toute intervention d'initiative[[19]](#footnote-19). Son rôle lui est expliqué en début d’audition. Il lui précise également que les informations, éléments donnés, échangés sont confidentiels et qu’elle ne peut pas les répéter à des tiers. Cette communication est adaptée en fonction des facultés de compréhension de la personne à auditionner.  5.2.5. Avec l'accord du magistrat, d'autres personnes peuvent également, pour des raisons de formation ou de recherche ou encore dans le cadre d’un bon accueil et suivi des victimes, assister à l'audition depuis le local de régie, à condition qu'elles soient en nombre restreint et qu'elles restent silencieuses et neutres tel que déjà mentionné au point 5.2.1.  5.3. Formalités essentielles  ***5.3.1. Informations à communiquer à la personne à auditionner***  5.3.1.1. L'auditionneur explique à la personne à auditionner les raisons[[20]](#footnote-20) pour lesquelles il souhaite procéder à un enregistrement audiovisuel et l'informe, qu'à tout moment, elle peut demander d'interrompre l'enregistrement. Mention de cette information est faite au procès-verbal (art. 95 alinéa ler du CIC).  5.3.1.2. Le contenu et la portée de l'article 47*bis,* §1 du CIC sont également communiqués à la personne à auditionner, dans des termes accessibles eu égard à son âge, à sa vulnérabilité et à sa capacité de compréhension. Il sera également tenu compte des circonstances particulières du dossier et du cadre méthodologique de la technique d’audition utilisée. Il lui est ainsi communiqué que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice. L'auditionneur ne doit pas promettre la stricte confidentialité des faits exposés. Si la personne à auditionner pose des questions à ce sujet, il l'informe de manière compréhensible pour elle (art. 47*bis,* § 6, 2) du CIC). Il lui communique un point de contact auprès duquel elle pourra s'adresser pour en savoir davantage sur le déroulement de la procédure et les possibilités d'aide (par exemple, un assistant de justice accueil victimes).  Il est également porté à la connaissance de la personne à auditionner que l'enregistrement est susceptible d'être visionné par plusieurs personnes dans le cadre de l'enquête ou au cours de la procédure judiciaire. Ses observations à ce sujet sont actées.  ***5.3.2. Accords requis***  5.3.2.1. L'accord des titulaires de l’autorité parentale pour pouvoir procéder à l’audition sous forme d'un enregistrement audiovisuel du mineur n'est pas requis.  5.3.2.2. La personne auditionnée doit marquer son accord explicite à cet enregistrement. Si cette dernière a moins de 12 ans, il suffit de l'informer de ce que ses déclarations sont enregistrées sur support de données audiovisuel (art. 92 du CIC).  5.3.2.3. La personne auditionnée peut demander, à tout moment de l’audition, d'interrompre l'enregistrement de celle-ci. Cette demande est actée et l’enregistrement est immédiatement interrompu. De plus, elle a le droit à tout moment d’arrêter son audition.  5.3.2.4. Si la personne à auditionner, bien que comprenant les raisons de l'enregistrement audiovisuel, refuse ce dernier, l'auditionneur propose un enregistrement sur un support de données uniquement audio. En cas de nouveau refus, ce refus est acté. Dans ce cas, l'auditionneur a recours à la procédure classique d'audition, en respectant toutefois, dans la mesure du possible, le protocole enseigné à savoir l'entrevue respectueuse, non-suggestive et par étapes progressives.  5.4. Enregistrement de l’audition  L'enregistrement de l'audition débute par une vue globale du local d'audition à la suite de quoi l'auditionneur, la personne à auditionner et éventuellement la personne de confiance prennent place dans le local. Pendant l'enregistrement, la date et l'heure s'affichent en permanence sur l'image afin que le contact entre l'auditionneur et la personne auditionnée, ainsi que l'attitude de la personne de confiance pendant l'audition soient tout à fait contrôlables. L'enregistrement est arrêté après que l'auditionneur et la personne auditionnée aient terminé l'audition et aient quitté le local d'audition.  Lorsque, lors de l'enregistrement ou d'une pause, une personne quitte le local d’audition, on évite que la personne auditionnée entre en contact avec les autres personnes concernées par l'audition.  5.5. Structure générale de l'audition  L'audition s’effectue selon le protocole mieux défini dans le dossier d’agrément de la formation fonctionnelle du brevet « technique d’audition audiovisuelle du mineur victime ou témoin d’infraction », telle que décrite à l'annexe 1.  Pour veiller au respect de l’application du protocole précité et, en lien avec une audition effectuée, un entretien de suivi individualisé doit être organisé annuellement dans le cadre de la formation continuée des auditionneurs brevetés.  5.6. Clôture de l’audition  5.6.1. A la fin de l'audition, l'auditionneur demande à la personne auditionnée, dans des termes adéquats, si elle désire compléter ou corriger certaines déclarations. Il convient également de lui demander si elle a encore des questions à poser concernant les suites de la procédure et de lui communiquer les informations nécessaires à ce sujet (art. 47*bis, § 6, 3),* du CIC).  5.6.2. Le procureur du Roi, le juge d'instruction ou le fonctionnaire de police qui procède à l'audition informe la personne auditionnée, âgée d’au minimum 12 ans ou possédant les capacités mentales et cognitives attendues d’un enfant de 12 ans, qu'elle peut obtenir gratuitement une copie du texte de son audition si elle en fait la demande (art. 28 *quinquies,* § 2 et 57, § 2 du CIC).  5.6.3. Lorsqu'il s'agit d'un mineur et qu'il apparaît qu'il existe un risque pour celui-ci d'être dépossédé de la copie du texte de son audition ou de ne pouvoir en préserver le caractère personnel, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut, par une décision motivée, lui en refuser la communication. Cette décision est reprise au dossier (art. 28 *quinquies,* § 2, alinéas 4, 5 et 6 et 57, § 2, alinéas 4, 5 et 6 du CIC).  Ce refus se justifiera notamment lorsque :  - il existe des indications que l'auteur de l'infraction serait un des titulaires de l’autorité parentale, la personne qui accompagne ou la personne de confiance ;  - la copie peut être utilisée abusivement parce qu'il existe un litige concernant l'exercice de l'autorité parentale ou l'exercice du droit aux relations personnelles ;  - le mineur est susceptible d'entrer en conflit avec son entourage (titulaires de l’autorité parentale, accompagnateur, personne de confiance,...) à propos de la remise d'une copie de son audition ;  - la remise met en danger le mineur lui-même.  5.6.4. Concernant le texte de l’audition, il s'agit normalement du texte de la transcription des passages les plus significatifs, repris au procès-verbal mentionné au point 5.7.1. En cas de transcription intégrale de l'audition, il s'agit du texte repris au procès-verbal mentionné au point 5.7.2.  5.6.5. En cas de refus, le mineur peut consulter la copie du texte de son audition accompagnée d’un avocat ou d'un assistant de justice du service d’accueil des victimes du parquet.  Toutefois, en raison de circonstances graves et exceptionnelles, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut, par décision motivée, retarder le moment de cette consultation pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.  Le Procureur du Roi ou le juge d'instruction peut décider de délivrer une copie gratuite du texte de l'audition du mineur à l'avocat de ce dernier.  5.6.6. L'auditionneur remercie finalement la personne auditionnée pour sa collaboration, mais non pour le contenu de ce qu'il a communiqué.  5.7. Rédaction des procès-verbaux  ***5.7.1 Rédaction du procès-verbal dans les 48 heures***  5.7.1.1. Un procès-verbal de l'audition enregistrée est établi dans les 48 heures et immédiatement en cas de privation de liberté du suspect (art. 96, alinéa 1 du CIC). Dans certaines circonstances et avec l’autorisation du magistrat, il peut être dérogé au délai strict de 48 heures.  5.7.1.2. Ce procès-verbal mentionne avec précision (art. 47*bis*, § 6, 1), et 95 du CIC) :  - l'heure à laquelle l'audition prend cours, est éventuellement interrompue, reprend et prend fin ;  - l'identité des personnes qui interviennent à l'audition ou à une partie de celle-ci, dans le local d'audition ou de régie, le moment de leur arrivée dans et de leur départ du local d'audition ou de régie (auditionneur, fonctionnaire de police chargé de l’enquête, fonctionnaire de police chargé de l'enregistrement audiovisuel de l'audition depuis le local de régie, personne de confiance, avocat, expert, interprète, personnes présentes pour des raisons de formation ou de recherche…) ainsi que le nom du magistrat qui a ordonné l'enregistrement de l'audition;  - les circonstances particulières (accord de la personne auditionnée, demande d'interruption,...) et tout ce qui peut éclairer d'un jour particulier la déclaration ou les circonstances dans lesquelles elle a été faite.  Ce procès-verbal mentionne aussi l'élément permettant d'identifier le support de données audiovisuel sur lequel est enregistrée l'audition.  5.7.1.3. Ce procès-verbal reprend également, outre ces mentions, une transcription des passages, à charge ou à décharge, les plus significatifs du déroulement de l’audition (langage verbal et non-verbal, incident,…) ou encore des reprises de passages mot pour mot de ce qu’a exprimé la personne auditionnée de manière à faire ressortir les éléments significatifs de l'entretien.  ***5.7.2. Procès-verbal de transcription de l’audition***  5.7.2.1. Un procès-verbal de transcription intégrale et littérale de l'audition, reprenant les paroles, l'attitude et les expressions utilisées par la personne auditionnée, est établi sur demande du juge d'instruction, du procureur du Roi ou à la demande de la personne entendue ou des parties au procès. Cette transcription n’est donc pas automatique. Elle est versée le plus rapidement possible au dossier (art. 96, alinéa 2 du CIC).  Les éléments non-verbaux sont transcrits de manière objective et descriptive et leur interprétation est laissée à l'expert éventuellement désigné.  5.7.2.2. Des membres du personnel administratif des services de police (CALOG) peuvent être chargés de la transcription de l'audition, sous la responsabilité et le contrôle du fonctionnaire de police ayant effectué l'audition. Dans ce cas, le nom du membre du personnel CALOG doit figurer dans le procès-verbal qui est signé par le fonctionnaire de police chargé de l’audition. | **5. VERLOOP VAN HET VERHOOR**  5.1. Opvang van de te verhoren persoon  De verhoorder vangt de te verhoren persoon, de vergezellende en/of de vertrouwenspersoon en desgevallend de advocaat van de te verhoren persoon, bij hun aankomst op in de hiervoor bestemde ontvangstruimte. Hij legt de verhoorprocedure uit en stelt de personen voor die het verhoor zullen bijwonen. Hij bezoekt met hen het regie- en het verhoorlokaal.  Al het nodige wordt gedaan om het contact tussen de te verhoren persoon en de verdachte te vermijden.  5.2. Personen aanwezig bij het verhoor  Elk verhoor wordt uitgevoerd door twee politieambtenaren. De politieambtenaar die overgaat tot het verhoor, de verhoorder genaamd, en, in de mate van het mogelijke, de tweede politieambtenaar zijn TAM-leden,  beiden opgeleid en actief als verhoorder. De tweede politieambtenaar, regisseur genaamd, geeft ondersteuning bij de correcte toepassing van de verhoortechniek TAM.  5.2.1. De personen die toegelaten kunnen worden om het audiovisueel verhoor bij te wonen zijn:  \* in het verhoorlokaal :  - de magistraat of de verhoorder;  - de vertrouwenspersoon  - een tolk;  - de aangewezen deskundige;  - de advocaat van de te horen persoon.  \* in het regielokaal:  - de politieambtenaar die met het onderzoek belast is;  - de politieambtenaar, regisseur genaamd, belast met de technische ondersteuning;  - de aangewezen deskundige;  - de advocaat van de te horen persoon;  - bij uitzondering en met de toelating van de magistraat die belast is met het dossier, mogen ook andere intervenanten in het regielokaal toegelaten worden (academische en gerechtelijke stagiairs…).  5.2.2. De te verhoren persoon heeft het recht om zich bij het verhoor te laten vergezellen door een meerderjarig persoon van zijn keuze (art. 91*bis* Sv.).  Het is aan te raden de te verhoren persoon expliciet van dit recht op de hoogte te stellen bij de eerste opvang of bij de mondelinge afspraak. Hij deelt zijn keuze uiterlijk bij de aanvang van het verhoor mee. Zijn keuze wordt geacteerd in het proces-verbaal van het verhoor.  5.2.3. De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan evenwel, in delicate intrafamiliale dossiers, (mis(be)handeling, schuldig verzuim door de niet verdachte ouder….), zaken met belangenconflicten die het belang van het kind kunnen schaden (conflictueuze scheidingen en breuken, conflicten inzake het ouderlijk gezag of het verblijfs- of omgangsrecht…) of indien de aanwezigheid van een vertrouwenspersoon de waarheidsvinding kan schaden (de te verhoren persoon wordt beïnvloed in zijn verklaringen/houdingen, de getuigenis van de vertrouwenspersoon moet naderhand afgenomen worden,…), mits een gemotiveerde beslissing, beslissen de gekozen vertrouwenspersoon uit te sluiten (art. 91*bis* Sv.). In dit geval vergewist de verhoorder zich er bij de te verhoren persoon van of hij zich graag door een andere vertrouwenspersoon wil laten bijstaan.  Indien de gekozen vertrouwenspersoon een professioneel is uit de psychische, medische of sociale sector, is een zekere voorzichtigheid geboden, aangezien het initiatief om deze vertrouwenspersoon te raadplegen vaak niet van de te verhoren persoon uitgaat.  Wanneer de gekozen vertrouwenspersoon de advocaat is van de te verhoren persoon, zal de politieambtenaar deze advocaat op de hoogte brengen van de rol die hij tijdens het verhoor zal spelen, overeenkomstig punt 5.2.4.  In geval van twijfel moet de verhoorder contact opnemen met de magistraat die beslist of de vertrouwenspersoon al dan niet aanwezig mag zijn bij het verhoor.  5.2.4. Indien de vertrouwenspersoon aanwezig is bij het verhoor, houdt hij zich op de achtergrond buiten het gezichtsveld van de te verhoren persoon (maar wel in het gezichtsveld van de camera). Er wordt hem verzocht een neutrale en discrete houding aan te nemen en zich te onthouden van elke tussenkomst op eigen initiatief19. Zijn rol wordt hem uitgelegd bij het begin van het verhoor. Er wordt hem eveneens uitgelegd dat de informatie en uitgewisselde elementen vertrouwelijk zijn en dat hij deze niet mag doorgeven aan derden. Deze mededeling zal aangepast worden aan het ontwikkelingsniveau van de te verhoren persoon.  5.2.5. Met toestemming van de magistraat kunnen ook andere personen om redenen van opleiding, onderzoek, of de begeleiding van of hulp aan slachtoffers, zoals reeds in punt 5.2.1. vermeld, het verhoor vanuit de regiekamer bijwonen, op voorwaarde dat ze beperkt zijn in aantal en dat ze zich stil en neutraal opstellen.  5.3. Noodzakelijke formaliteiten  ***5.3.1. Inlichtingen voor de te verhoren persoon***  5.3.1.1. De verhoorder legt aan de te verhoren persoon uit waarom[[21]](#footnote-21) hij wenst over te gaan tot de audiovisuele opname en deelt hem mee dat hij op elk ogenblik kan vragen de opname te onderbreken. Deze mededeling wordt in het proces-verbaal vermeld (art. 95 eerste lid Sv.).  5.3.1.2. De inhoud en de draagwijdte van het artikel 47*bis,* § 1 Sv. worden eveneens aan de te verhoren persoon in begrijpelijke woorden meegedeeld, rekening houdend met zijn leeftijd, zijn kwetsbaarheid en verstandelijke mogelijkheden. Er zal bovendien rekening gehouden worden met de bijzondere omstandigheden van het dossier en het methodologisch kader van de gebruikte verhoortechniek. Zo wordt duidelijk gemaakt dat zijn verklaringen gebruikt kunnen worden als bewijs in rechte. De verhoorder belooft niet dat de gegeven informatie strikt vertrouwelijk zal blijven. Indien de te verhoren persoon hierover vragen stelt, wordt dit op een begrijpbare manier uitgelegd (art. 47*bis,* § 6, 2) Sv.). Een contactadres voor verdere vragen over het verloop van de procedure of over de mogelijkheden tot hulpverlening wordt aan de verhoorde persoon meegegeven (bijvoorbeeld van een justitieassistent ~~belast met het~~ slachtofferonthaal).  Bovendien wordt de te verhoren persoon op de hoogte gesteld van de mogelijkheid dat zijn verhoor door meerdere personen wordt bekeken in het kader van het onderzoek of in de loop van de gerechtelijke procedure. Zijn opmerkingen hierop worden geacteerd.  ***5.3.2. Vereiste toestemmingen***  5.3.2.1. De toestemming voor de audiovisuele opname van het verhoor van de minderjarige van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, is niet vereist.  5.3.2.2. De te verhoren persoon moet zelf zijn expliciete akkoord met de audiovisuele opname van zijn verhoor geven. Indien deze jonger is dan 12 jaar is het voldoende hem erover in te lichten dat zijn verklaring op een audiovisuele gegevensdrager wordt opgenomen (art. 92 Sv.).  5.3.2.3. De verhoorde persoon kan, op elk ogenblik van het verhoor, vragen de opname hiervan te onderbreken. Dit verzoek wordt geacteerd en de opname wordt onmiddellijk onderbroken. Daarenboven heeft hij op elk moment het recht te vragen het verhoor te stoppen.  5.3.2.4. Als de te verhoren persoon weigert aan de audiovisuele opname deel te nemen, hoewel hij de redenen ervan begrijpt, stelt de verhoorder enkel een audio-opname voor. Indien de verhoorde persoon ook dit weigert, wordt deze weigering geacteerd.  In dat geval zal de klassieke verhoorprocedure gevolgd worden, in de mate van het mogelijke rekening houdend met het aangeleerde verhoorprotocol, te weten het respectvolle, niet-suggestieve en stapsgewijze verhoor.  5.4. Opname van het verhoor  De opname van het verhoor start met een totaaloverzicht van de verhoorruimte waarna de verhoorder, de te verhoren persoon en de eventuele vertrouwenspersoon in dit lokaal plaatsnemen. Tijdens de opname vertoont het beeld continu de datum en de tijd, zodat het contact tussen verhoorder en de verhoorde persoon en de houding van de vertrouwenspersoon gedurende het verhoor volledig controleerbaar zijn. De opname wordt gestopt nadat de verhoorder en de verhoorde persoon het verhoor hebben beëindigd en het verhoorlokaal hebben verlaten.  Wanneer tijdens de opname of tijdens een pauze een persoon het verhoorlokaal verlaat, moet men vermijden dat de verhoorde persoon contact heeft met andere personen die bij het verhoor betrokken zijn.  5.5. Algemene structuur van het verhoor  Het verhoor verloopt volgens het protocol zoals gedefinieerd in het erkenningsdossier van de functionele opleiding van het getuigschrift “techniek audiovisueel verhoor van minderjarige slachtoffers of getuigen” zoals omschreven in bijlage 1.  Om het respecteren van het voornoemd protocol te garanderen, moet eenmaal per jaar op basis van een afgelegd audiovisueel verhoor per verhoorder een individueel opvolgingsgesprek plaatsvinden in het kader van de vervolgopleidingen van de gebrevetteerde verhoorders.  5.6. Afsluiting van het verhoor  5.6.1. Op het einde van het verhoor vraagt de verhoorder aan de verhoorde persoon in aangepaste bewoordingen of hij nog bepaalde aanvullingen of verbeteringen wenst aan te brengen. Bovendien wordt hem gevraagd of hij nog vragen heeft over het verdere verloop van de procedure en wordt hij hierover nader ingelicht (art. 47*bis, § 6, 3),* Sv.).  5.6.2. De procureur des Konings, de onderzoeksrechter of de politieambtenaar die het verhoor afneemt, deelt de verhoorde persoon van minimum 12 jaar of beschikkend over het verwachte ontwikkelingsniveau van een 12-jarige, mee dat hij kosteloos een kopie van de tekst van zijn verhoor kan krijgen als hij erom vraagt (art. 28 *quinquies,* § 2 en 57, §2 Sv.).  5.6.3. Wanneer het een minderjarige betreft en wanneer blijkt dat deze het gevaar loopt dat de kopie hem wordt ontnomen of hij het persoonlijk karakter ervan niet kan bewaren, kan de procureur des Konings of de onderzoeksrechter hem, bij een met redenen omklede beslissing, de mededeling ervan weigeren. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier (art. 28 *quinquie*s, § 2, alinea 4, 5 en 6 en 57, § 2, alinea 4, 5 en 6 Sv.).  De weigering zal onder meer gerechtvaardigd zijn wanneer :  - er aanwijzingen bestaan dat de dader van het misdrijf een van de titularissen van het ouderlijk gezag, de vergezellende persoon of de vertrouwenspersoon is;  - de kopie kan misbruikt worden omdat er een geschil bestaat betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag of de uitoefening van het recht op persoonlijk contact;  - de minderjarige in een conflictsituatie kan komen met zijn omgeving (titularissen van het ouderlijk gezag, vergezellende persoon, vertrouwenspersoon,...) naar aanleiding van het geven van een kopie van zijn verhoor;  - de afgifte de minderjarige zelf in gevaar brengt.  5.6.4. Wat de tekst van het verhoor betreft, wordt in principe de tekst met de overschrijving van de meest relevante passages opgenomen in het proces-verbaal bedoeld in punt 5.7.1. In geval van volledige overschrijving van het verhoor, betreft het de tekst opgenomen in het proces-verbaal bedoeld in punt 5.7.2.  5.6.5. In geval van weigering kan de minderjarige vergezeld door een advocaat of een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal van het parket, een kopie van de tekst van zijn verhoor raadplegen.  De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kunnen evenwel in ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, bij een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze raadpleging uitstellen voor een eenmaal hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.  De procureur des Konings of de onderzoeksrechter kunnen beslissen dat een kosteloze kopie van de tekst van het verhoor aan de advocaat van deze laatste meegedeeld wordt.  5.6.6. De verhoorder bedankt op het einde de verhoorde persoon voor zijn medewerking, maar niet voor de inhoud van wat hij heeft medegedeeld.  5.7. Opstellen van de processen-verbaal  ***5.7.1. Opstellen van het proces-verbaal binnen de 48 uur***  5.7.1.1. Het proces-verbaal van het opgenomen verhoor wordt opgesteld binnen de 48 uur of onmiddellijk ingeval de verdachte van zijn vrijheid is beroofd (art. 96, alinea 1 van het Wetboek van Strafvordering). In bepaalde omstandigheden en mits toestemming van de bevoegde magistraat kan afgeweken worden van de termijn van 48 uur.  5.7.1.2. Dit proces-verbaal vermeldt nauwkeurig (art. 4*7bis*, § 6, 1), en 95 Sv.) :  - het tijdstip waarop het verhoor wordt aangevat, eventueel onderbroken en hervat, alsook beëindigd;  - de identiteit van de personen die in het verhoor, of in een gedeelte daarvan, in het verhoorlokaal of de regiekamer tussenkomen, het tijdstip van hun aankomst in en vertrek uit het verhoorlokaal of de regiekamer (verhoorder, politieambtenaar belast met het onderzoek, politieambtenaar belast met de audiovisuele opname van het verhoor vanuit de regiekamer, vertrouwenspersoon, advocaat, deskundige, tolk, personen aanwezig om redenen van opleiding of onderzoek, …) en de naam van de magistraat die de opname bevolen heeft;  - de bijzondere omstandigheden (akkoord van de verhoorde persoon, vraag om onderbreking, ...) en alles wat op de verklaring of de omstandigheden waarin zij is afgelegd een bijzonder licht kan werpen.  Dit proces-verbaal vermeldt ook het gegeven dat toelaat de audiovisuele drager waarop het verhoor is vastgelegd te identificeren.  5.7.1.3. Naast voornoemde vermeldingen wordt in het proces-verbaal een overschrijving van de belangrijkste passages van het verhoor, à charge en à décharge, opgenomen (verbaal of non-verbaal taalgebruik, incidenten,…), ofwel het woord voor woord hernemen van de verklaringen van de verhoorde persoon zodanig dat debelangrijkste elementen van het onderhoud hieruit blijken.  ***5.7.2. Proces-verbaal van overschrijving van het verhoor***  5.7.2.1. Een proces-verbaal van de integrale en letterlijke overschrijving van het verhoor, met inbegrip van de bewoordingen, het gedrag en de uitdrukkingen van de verhoorde persoon, wordt opgesteld op verzoek van de onderzoeksrechter, van de procureur des Konings, van de persoon die wordt gehoord of van de partijen die in het geding betrokken zijn. Deze overschrijving is dus niet automatisch. Het wordt zo spoedig mogelijk bij het dossier gevoegd (art. 96, tweede lid Sv.).  De weergave van de non-verbale elementen moet objectief en beschrijvend gebeuren en de interpretatie hiervan zal aan de eventueel aangestelde deskundige overgelaten worden.  5.7.2.2. Administratieve hulpkrachten van de politiediensten (CALOG) kunnen belast worden met de overschrijving van het verhoor, onder de verantwoordelijkheid en de controle van de politieambtenaar die het verhoor heeft afgenomen. In dit geval dient de naam van de administratieve hulpkracht van de politie (CALOG) in het proces-verbaal opgenomen worden en dient dit ondertekend te worden door de politieambtenaar die belast werd met het verhoor. |
| **6. STATUT JURIDIQUE ET UTILISATION DU SUPPORT DE DONNEES AUDIOVISUEL**  6.1. Nombre d'exemplaires  L’audition est enregistrée sur un support de données audiovisuel puis gravée en deux exemplaires par procès-verbal initial sur supports non réinscriptibles.  En vue d'effectuer le travail de transcription, d'expertise ou de formation, un des deux supports de données audiovisuels peut être mis à disposition du service de police ou de l'expert désigné (art. 97, alinéa 2 du CIC).  6.2. Statut juridique  Les deux supports de données audiovisuels ont le statut d'originaux, déposés au greffe à titre de pièce à conviction (art. 97, alinéa 1 du CIC) sous le statut « PVP[[22]](#footnote-22)».  Aucune copie des supports de données audiovisuels ne peut être réalisée (art. 97, alinéa 3 du CIC).  6.3. Visionnage du support de données audiovisuel  Pour une appréciation correcte du dossier, il est important de visionner son enregistrement en entier de manière à ne rien sortir de son contexte.  De plus, ce visionnage permet d’éviter la confrontation entre victime et suspect.  ***6.3.1. Personnes autorisées***  6.3.1.1. Le visionnage du support de données audiovisuel doit être limité aux parties au procès ainsi qu'aux personnes qui participent professionnellement à l'information, à l'instruction ou au jugement dans le cadre du dossier judiciaire (magistrats, avocats, expert) (art. 99, alinéa 1 du CIC).  D’autres personnes impliquées professionnellement dans l’accueil, l’accompagnement et l’aide du mineur ou du majeur vulnérable, victime ou témoin des infractions visées aux articles 91*bis* et 92, peuvent également regarder l’enregistrement audiovisuel, moyennant l’accord du procureur du Roi ou du juge d’instruction et après approbation du majeur vulnérable (art. 99, alinéa 2 du CIC).  L'inculpé non détenu et la partie civile peuvent introduire une demande en ce sens auprès du juge d'instruction conformément aux articles 21*bis* et 61*ter* du CIC.  Toutes les parties ont le droit de visionner le support de données audiovisuel après que le procureur du Roi a pris les réquisitions en vue du règlement de la procédure, conformément à l'article 127 du même code ou après que l’affaire ait été traitée devant le tribunal compétent.  6.3.1.2. Lorsque d'autres personnes que celles déterminées à l'article 99 ou 61*ter* du CIC (telles que les thérapeutes, auditionneurs en formation, travailleurs du secteur de l’aide à la jeunesse concernés par le dossier, ou chercheurs scientifiques…) souhaitent consulter le support de données audiovisuel, l’article 21*bis* CIC est d’application23.  ***6.3.2. Lieu du visionnage***  Le lieu et l'organisation pratique du visionnage du support de données audiovisuel sont déterminés par le président de la juridiction compétente afin de permettre que le visionnage ait lieu dans des conditions adéquates.  Sauf circonstances particulières, la juridiction compétente peut ordonner le huis clos quand les poursuites sont établies sur base des articles 371/1 à 378, 379, 380, 383*bis*§§1 et 2 ou sur base de l’article 433*quinquies* CP dans le cas de l’exploitation de la prostitution ou d’autres formes d’exploitation sexuelle, à la demande de l'une des parties ou de la victime, notamment en vue de la protection de leur vie privée (art. 190, alinéa 2 du CIC).  6.4. Comparution personnelle de la personne auditionnée  Les procès-verbaux et supports de données audiovisuels de l'audition sont produits devant la juridiction d'instruction et de jugement, de sorte que la personne auditionnée ne doive pas nécessairement comparaître personnellement (art. 100, alinéa 1 du CIC).  Ce n'est que si la juridiction compétente estime la comparution de la personne auditionnée nécessaire à la manifestation de la vérité que cette dernière comparaîtra au moyen d'une vidéoconférence, à moins que cette personne n'exprime la volonté de témoigner à l'audience (art. 190*bis*, alinéa 2 et 311, alinéa 2 du CIC). La comparution est ordonnée par décision motivée (art. 100, alinéa 2 du CIC).  En cas d'audition par vidéoconférence, la personne auditionnée est entendue dans une pièce séparée, en présence, le cas échéant, de la personne majeure de son choix visée à l'article 91*bis* du CIC, de son avocat, d'un membre du service technique et d'un expert (art. 190*bis*, alinéa 3 et 311, alinéa 3 du CIC).  Si la juridiction de jugement compétente l'estime nécessaire à la sérénité du témoignage, il peut, dans tous les cas, limiter ou exclure le contact visuel entre la personne auditionnée et le prévenu (art. 190*bis*, alinéa 4 et 311, alinéa 4 du CIC).  Les articles 190*bis* et 311 du CIC sont également applicables aux mineurs dont l'audition a été enregistrée et qui ont atteint l'âge de la majorité au moment de l'audience.  6.5. Délai de conservation du support de données audiovisuel  6.5.1. Les supports de données audiovisuels sont conservés au greffe et détruits après expiration du délai de prescription de l'action publique ou de l'action civile lorsque celle-ci est postérieure.  En cas de condamnation, ils sont détruits après exécution totale ou prescription de la peine. Ils peuvent également toujours être détruits sur décision de la juridiction de jugement (art. 101 du CIC).  6.5.2. Les supports de données audiovisuels sont protégés contre l'effacement et sont entreposés de préférence dans un local fermé à clé dans des conditions idéales de conservation. | **6. JURIDISCH STATUUT EN GEBRUIK VAN DE AUDIOVISUELE GEGEVENSDRAGER**  6.1. Aantal exemplaren  Het verhoor wordt op een audiovisuele gegevensdrager opgenomen en in twee exemplaren per aanvankelijk proces-verbaal bewaard op niet overschrijfbare gegevensdragers.  Met het oog op de overschrijving, het deskundigenonderzoek of vorming, kan één van de audiovisuele gegevensdragers ter beschikking worden gesteld van de politiediensten en de aangewezen deskundige (art. 97, tweede lid Sv.).  6.2. Juridisch statuut  Beide audiovisuele gegevensdragers worden als origineel beschouwd en ter griffie als overtuigingsstuk neergelegd (art. 97, eerste lid Sv.) onder het statuut « PVP22».  Van de audiovisuele gegevensdragers mag geen enkele kopie worden gemaakt. (art. 97, derde lid Sv.).  6.3. Het bekijken van de audiovisuele gegevensdrager  Voor de correcte beoordeling van het dossier, is het belangrijk de gehele opname ervan te bekijken, zodat niets uit zijn verband wordt getrokken.  Daarenboven zorgt het bekijken van de opname voor het vermijden van een confrontatie tussen slachtoffer en verdachte.  ***6.3.1. Toegelaten personen***  6.3.1.1. De audiovisuele gegevensdrager mag enkel worden bekeken door de partijen in het geding en door de personen die in het kader van het gerechtelijk dossier beroepshalve betrokken zijn bij het opsporingsonderzoek, het gerechtelijk onderzoek of het vonnis (magistraten, advocaten, deskundige) (art. 99, eerste lid Sv.).  Andere personen die beroepshalve betrokken zijn bij de opvang, begeleiding en hulpverlening van de minderjarige of de kwetsbare meerderjarige, die het slachtoffer of getuige is van de in artikel 91*bis* en 92 opgesomde misdrijven, kunnen de audiovisuele opname bekijken, mits toestemming van de procureur des Konings of de onderzoeksrechter en na instemming van de kwetsbare meerderjarige (art. 99, tweede lid Sv).  De niet aangehouden inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij kunnen hiertoe overeenkomstig artikelen 21*bis* en 61*ter* Sv. bij de onderzoeksrechter een verzoek indienen.  Alle partijen hebben het recht om de audiovisuele gegevensdrager te bekijken nadat de procureur des Konings overeenkomstig artikel 127 Sv. de regeling van de rechtspleging heeft gevorderd of nadat de zaak werd gedagvaard voor de bevoegde rechtbank.  6.3.1.2. Indien andere personen dan deze bepaald in de artikelen 99 of 61*ter* Sv. (zoals therapeuten, verhoorders in opleiding, personen werkzaam in de integrale jeugdzorg en wetenschappelijke onderzoekers…), inzage willen krijgen, is artikel 21*bis* Sv. van toepassing[[23]](#footnote-23).  ***6.3.2. Plaats van het bekijken***  De plaats en de praktische organisatie van het bekijken van de audiovisuele gegevensdrager worden bepaald door de voorzitter van het bevoegde gerecht, zodat het bekijken in de meest aangepaste omstandigheden kan gebeuren.  Behoudens uitzonderlijke omstandigheden kan het bevoegde gerecht bevelen wanneer de vervolgingen zijn gegrond op de artikelen 371/1 tot 378, 379, 380, 383*bis* §§1 en 2 of op artikel 433*quinquies* Sw. ingeval van uitbuiting van prostitutie of andere vormen van seksuele uitbuiting, dat de zaak met gesloten deuren wordt behandeld, indien een van de partijen of het slachtoffer het vraagt, met het oog op de bescherming van zijn persoonlijke levenssfeer (art. 190, tweede lid Sv.).  6.4. Persoonlijke verschijning van de verhoorde persoon  De processen-verbaal van het verhoor en de audiovisuele gegevensdragers van de opname worden voorgelegd aan het onderzoeksgerecht en aan het vonnisgerecht, zodat de verhoorde persoon niet noodzakelijk persoonlijk hoeft te verschijnen (art. 100, eerste lid Sv.).  Enkel wanneer het bevoegde gerecht de verschijning van de verhoorde persoon noodzakelijk vindt om de waarheid aan het licht te brengen, wordt deze verschijning bij wege van videoconferentie georganiseerd, tenzij de verhoorde persoon de wil uitdrukt op de zitting te getuigen (art. 190*bis*, tweede lid en 311, tweede lid Sv.). De verschijning wordt bevolen bij een met redenen omklede beslissing (art. 100, tweede lid Sv.).  In geval van verhoor door middel van videoconferentie wordt de verhoorde persoon gehoord in een afzonderlijk lokaal in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de in artikel 91*bis* bedoelde persoon, zijn advocaat, een lid van de technische dienst en een deskundige (art. 190*bis*, derde lid en 311, derde lid Sv.).  Het bevoegde vonnisgerecht kan in alle gevallen het oogcontact tussen de verhoorde persoon en de beklaagde beperken of uitsluiten indien zij dit noodzakelijk vinden voor de sereniteit van de getuigenis (art. 190*bis*, vierde lid en 311, vierde lid Sv.).  De artikelen 190*bis* en 311 Sv. zijn eveneens van toepassing op minderjarigen van wie het verhoor werd opgenomen en die de leeftijd van de meerderjarigheid hebben bereikt op het ogenblik van de zitting.  6.5. Bewaringsperiode van de audiovisuele gegevensdrager  6.5.1. De audiovisuele gegevensdragers worden ter griffie bewaard en na afloop van de verjaringstermijn van de strafvordering of van de burgerlijke rechtsvordering, wanneer deze op een later tijdstip valt, vernietigd.  In geval van veroordeling worden zij vernietigd na de volledige tenuitvoerlegging of de verjaring van de straf. De audiovisuele gegevensdragers kunnen bovendien altijd bij beslissing van het vonnisgerecht vernietigd worden (art. 101 Sv.).  6.5.2. De audiovisuele gegevensdragers worden tegen wissen beveiligd en worden bij voorkeur bewaard in een afgesloten ruimte in ideale bewaaromstandigheden. |
| **7. EVALUATION**  Le Service de la Politique criminelle (SPF Justice, DGWL) veille au suivi et à l'évaluation de l’application de la présente circulaire. Le Collège des procureurs généraux, le SPF Intérieur, le service responsable de la stratégie (GWSC/TAM) de la Direction centrale de la police Technique et Scientifique de la Police Fédérale en matière de technique d’audition individuelle des mineurs ainsi que les autres services concernés seront associés à cette évaluation.  Par ailleurs, sur l’initiative du Service de la Politique criminelle (SPF Justice, DGWL), un courrier/e-mail sera envoyé au plus tard six mois avant l’expiration de chaque délai de deux ans à ces partenaires précités afin de juger de l’opportunité d’une réunion. Celle-ci se tiendra dans les plus brefs délais à condition qu’une partie en fasse la demande. | **7. EVALUATIE**  De Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (FOD Justitie, DGWL), zorgt voor de toepassing en de evaluatie van deze omzendbrief. Het College van procureurs-generaal en de FOD Binnenlandse Zaken zullen samen met de verantwoordelijke dienst inzake verhoortechnieken van minderjarigen (GWSC/TAM) van de Centrale directie van Technische en Wetenschappelijke politie van de Federale Politie en de andere bevoegde diensten, bij de evaluatie betrokken worden.  Hiertoe zal de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid (FOD Justitie, DGWL), ten laatste zes maanden voor het verlopen van een termijn van twee jaar, een brief/e-mail richten aan haar partners om de nuttigheid van een vergadering te beoordelen. Deze kan op zeer korte termijn georganiseerd worden, op voorwaarde dat één van de partijen hierop aandringt. |
| **8. ENTREE EN VIGUEUR**  La présente circulaire est applicable dès le jour de sa diffusion.  La circulaire ministérielle relative à l’enregistrement audiovisuel de l’audition des mineurs victimes ou témoins d’infractions du 16 juillet 2001 est abrogée et remplacée par la présente.  Sont annexés à la circulaire les annexes suivantes:   * la structure générale de l’audition ; * les moyens techniques recommandés. | **8. INWERKINGTREDING**  Deze omzendbrief treedt in werking op de dag van de verspreiding.  De ministeriële omzendbrief over de audiovisuele opname van het verhoor van minderjarige slachtoffers of getuigen van misdrijven van 16 juli 2001 wordt opgeheven en door de huidige omzendbrief vervangen.  Volgende bijlagen worden bij de omzendbrief bijgevoegd:   * de algemene structuur van het verhoor ; * de aanbevolen technische middelen. |
| **9. TABLE DES MATIERES**  Lexique/rôles des acteurs concernés    Introduction  1. Champ d’application  2. Compétences respectives des intervenants  2.1. Rôle du magistrat  2.2. Rôle du fonctionnaire de police  2.3.Rôle du Service d’assistance policière aux victimes  2.4. Rôle de l’expert  2.5. Rôle de l’interprète  2.6. Rôle de l’avocat  3. Premier accueil de la personne à auditionner, de la personne de confiance, de la personne qui signale les faits et/ou de la personne qui l’accompagne  4. Modalités pratiques concernant l’audition  4.1. Convocation de la personne à auditionner  4.2. Lieu de l’audition  4.3. Moment de l’audition  5. Déroulement de l’audition  5.1. Accueil de la personne à auditionner au moment de l’audition  5.2. Présence des personnes à l’audition  5.3. Formalités essentielles  5.3.1. Informations à communiquer à la personne à auditionner  5.3.2. Accords requis  5.4. Enregistrement de l’audition  5.5. Structure générale de l’audition  5.6. Clôture de l’audition  5.7. Rédaction des procès-verbaux  5.7.1. Rédaction du procès-verbal dans les 48 heures  5.7.2. Procès-verbal de transcription de l’audition  6. Statut juridique et utilisation du support de données audiovisuel  6.1. Nombre d’exemplaires  6.2. Statut juridique  6.3. Visionnage du support de données audiovisuel  6.3.1. Personnes autorisées  6.3.2. Lieu du visionnage  6.4. Comparution personnelle de la personne auditionnée  6.5. Délai de conservation du support de données audiovisuel  7. Evaluation  8. Entrée en vigueur  Annexes  1. Structure générale de l’audition  2. Moyens techniques recommandés | **9. INHOUDSTAFEL**  Verklarende woordenlijst/rollen van de actoren  Inleiding  1. Toepassingsgebied  2. Bevoegdheden van de tussenkomende personen  2.1. Rol van de magistraat  2.2. Rol van de politieambtenaar  2.3. Rol van de dienst slachtofferbejegening van de politie  2.4. Rol van de deskundige  2.5. Rol van de tolk  2.6. Rol van de advocaat  3. Eerste opvang van de te horen persoon, de vertrouwenspersoon, de vergezellende persoon en /of de persoon die aangifte doet  4. Praktische modaliteiten van het verhoor  4.1. Oproeping van de te horen persoon  4.2. Plaats van het verhoor  4.3. Tijdstip van het verhoor  5. Verloop van het verhoor  5.1. Opvang van de te horen persoon naar aanleiding van het verhoor  5.2. Personen aanwezig bij het verhoor  5.3. Noodzakelijke formaliteiten  5.3.1. Inlichtingen voor de te horen persoon  5.3.2. Vereiste toestemmingen  5.4. Opname van het verhoor  5.5. Algemene structuur van het verhoor  5.6. Afsluiting van het verhoor  5.7. Opstellen van de processen-verbaal  5.7.1. Opstellen van het proces-verbaal binnen de 48 uur  5.7.2. Proces-verbaal van overschrijving van het verhoor  6. Juridisch statuut en gebruik van de audiovisuele gegevensdrager  6.1. Aantal exemplaren  6.2. Juridisch statuut  6.3. Het bekijken van de audiovisuele gegevensdrager  6.3.1. Toegelaten personen  6.3.2. Plaats van het bekijken  6.4. Persoonlijke verschijning van de verhoorde persoon  6.5. Bewaringsperiode van de audiovisuele gegevensdrager  7. Evaluatie  8. Inwerkingtreding  Bijlagen  1. Algemene structuur van het verhoor  2. Aanbevolen technische middelen |

|  |  |
| --- | --- |
| Bruxelles, le 11 avril 2024 | Brussel, 11 april 2024 |
| Le procureur général près la cour d’appel de Liège, Président du Collège des procureurs généraux, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik, Voorzitter van het College van Procureurs-generaal, |
| Pierre VANDERHEYDEN | |
| Le procureur général faisant fonction près la cour d’appel d’ Anvers, | De Dienstdoend procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, |
| Luc De Mot | |
| Le procureur général près la cour d’appel de Gand, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, |
| Erwin DERNICOURT | |
| Le procureur général près la cour d’appel de Bruxelles, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel, |
| Johan DELMULLE | |
| Le procureur général près la cour d’appel à Mons, | De procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen, |
| Ingrid GODART | |
| Le ministre de la Justice, | De minister van Justitie, |
| Paul VAN TIGCHELT | |
| Le ministre de l’Intérieur, | De minister van Binnenlandse Zaken, |
| Annelies VERLINDEN | |

1. Articles 38 à 40 de la loi du 28 novembre 2000 relative à la protection pénale des mineurs, *MB* 17/03/2001, p.8495.

   Artikelen 38 tot 40 van de Wet van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen, *BS* 17/03/2001. [↑](#footnote-ref-1)
2. Loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l’amélioration de l’approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d’autorité, *MB* 20/01/2012.

   Wet van 30 november 2011 tot wijziging van de wetgeving wat de verbetering van de aanpak van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie betreft, *BS* 20/01/2012. [↑](#footnote-ref-2)
3. Loi du 05 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2012 relative à l’euthanasie et le Code pénal social, *MB* 25/05/2019.

   Wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake Erediensten, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek, *BS*  25/05/2019. [↑](#footnote-ref-3)
4. Circulaire Col 4/2006, révisée le 12/10/2015, circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple.

   Omzendbrief COL 4/2006, herzien op 12/10/2015, gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal betreffende het strafrechtelijk beleid inzake partnergeweld. [↑](#footnote-ref-4)
5. Circulaire Col 6/2017, circulaire commune du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux relative à la politique de recherche et de poursuites en matière de violences liées à l'honneur, mutilations génitales féminines et mariages et cohabitations légales forces.

   Omzendbrief COL 6/2017, gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal betreffende het opsporings-en vervolgingsbeleid inzake eergerelateerd geweld, vrouwelijke genitale verminkingen, gedwongen huwelijken en wettelijke samenwoningen. [↑](#footnote-ref-5)
6. Circulaire commune Col 13/2013 du ministre de la Justice, du ministre de l’Intérieur et du Collège des procureurs généraux près les cours d’appel relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine (en ce compris les discriminations fondées sur le sexe).

   Gemeenschappelijke omzendbrief COL 13/2013 van de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en het College van procureurs-generaal bij de Hoven van Beroep betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven (met inbegrip van discriminaties op grond van het geslacht. [↑](#footnote-ref-6)
7. Directive ministérielle du ministre de la Justice relative au set agression sexuelle, 8 février 2017.

   Ministeriële richtlijn van de minister van Justitie betreffende de seksuele agressieset, 8 februari 2017. [↑](#footnote-ref-7)
8. Directive ministérielle Recherche personnes disparues, dernière version actualisée en 2014.

   Ministeriële richtlijn betreffende vermiste personen, laatste geactualiseerde versie van 2014. [↑](#footnote-ref-8)
9. Voir les articles 4 et 5 de la loi du 30 novembre 2011 modifiant la législation en ce qui concerne l’amélioration de l’approche des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d’autorité, *MB* 20/01/2012, comme modifiés par l’article 17 de la loi du 5 mai 2019 contenant des dispositions diverses en matière pénale, *MB* 24/05/2019.

   Zie artikelen 4 en 5 van de wet van 30 november 2011 tot wijziging van de wetgeving wat de verbetering van de aanpak van seksueel misbruik en feiten van pedofilie binnen een gezagsrelatie betreft, BS 20/01/2012, zoals gewijzigd door artikel 17 van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen en strafzaken, *BS* 24/05/2019. [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir la loi du 10 avril 2014 relative à la protection des mineurs contre la sollicitation à des fins de perpétration d'infractions à caractère sexuel, *M.B* 30/04/2014, comme modifié par la Loi du 21 mars 2022 relative au droit pénal sexuel. Un terme anglais plus connu est le terme « grooming ». Concrètement, il s'agit du fait d'approcher un mineur à des fins sexuelles en lui proposant une rencontre, par quelque moyen que ce soit, dans l'intention de commettre un délit sexuel, dans la mesure où cette proposition a été suivie d'actes matériels susceptibles de conduire à une telle rencontre.

    Zie de wet van 10 april 2014 betreffende de bescherming van minderjarigen tegen benadering met als oogmerk het plegen van strafbare feiten van seksuele aard, *BS* 30/04/2014, zoals gewijzigd door de wet van 21 maart 2022 seksueel strafrecht. Een meer gekende Engelse term is de term ‘grooming’. Concreet : Het gaat om het geval waarin aan een minderjarige een voorstel tot ontmoeting wordt gedaan, op welke manier dan ook, om een seksueel misdrijf te plegen, voor zover dit voorstel is gevolgd door materiële handelingen die tot een dergelijke ontmoeting kunnen leiden.

    ~~Het betreft het winnen van het vertrouwen van een kind met het oogmerk om tot seksueel contact te komen. Het is meer bepaald het geval waarin een minderjarig persoon benaderd wordt voor seksuele doeleinden door aan een minderjarige een voorstel tot ontmoeting te doen, op welke manier dan ook, met het oogmerk om een seksueel misdrijf te plegen, voor zover dit voorstel is gevolgd door materiële handelingen die tot een dergelijke ontmoeting kunnen leiden.~~ [↑](#footnote-ref-10)
11. Voir notamment les circulaires dans l’introduction.

    Zie hiervoor de geciteerde omzendbrieven uit de inleiding. [↑](#footnote-ref-11)
12. Tel que prévu par l’article 93 CIC.

    Volgens artikel 93 Sv. [↑](#footnote-ref-12)
13. Ce principe est appliqué en tenant compte des circonstances particulières, par exemple, *le suspect est celui qui exerce l’autorité parentale ou certains devoirs et droits à l’égard de l’enfant*. Cela vise donc également les accueillants familiaux tel que prévu à l’article 387*quater et Ss*. du Code civil.

    Dit principe wordt toegepast rekening houdende met bijzondere omstandigheden, zoals bijvoorbeeld het geval waarbij de verdachte *degene is die het ouderlijk gezag of bepaalde plichten en rechten met betrekking tot het kind uitoefent.* Dit geldt dus ook voor pleegzorgers zoals bepaald in artikel 387*quater ev*. van het Burgerlijk Wetboek*.* [↑](#footnote-ref-13)
14. *M.B* 19/12/2014. Cette loi fut modifiée en dernier lieu par une loi portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés du 5 mai 2019, *M.B.* 19/06/2019.

    *BS* 19/12/2014. Deze wet werd laatstelijk gewijzigd door een wet houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank van 5 mei 2019, *BS* 19/06/2019. [↑](#footnote-ref-14)
15. Le magistrat peut toutefois, par décision motivée en raison de circonstances graves et exceptionnelles, retarder la remise de la copie.

    De magistraat kan echter wel, per gemotiveerde beslissing wegens ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, de overhandiging van het proces-verbaal uitstellen. [↑](#footnote-ref-15)
16. Ce matériel devra comporter les caractéristiques définies à l'annexe 2.

    Dit materiaal dient de karakteristieken gedefinieerd in bijlage 2 te bezitten. [↑](#footnote-ref-16)
17. Ce local doit également être aménagé de manière neutre.

    Dit lokaal dient eveneens op een neutrale manier ingericht te worden. [↑](#footnote-ref-17)
18. Cet établissement peut être une école ou une institution pour un public déterminé.

    Dit kan zowel een school als een andere instelling zijn, bestemd voor een bepaald publiek. [↑](#footnote-ref-18)
19. Cette obligation de neutralité et de discrétion lors de toute la durée de l’accompagnement de la personne auditionnée implique que la personne de confiance ;

    1. adoptera une attitude neutre et discrète et devra s'abstenir de toute intervention d'initiative lors de l’audition de la personne auditionnée ;
    2. ne tentera pas d’influencer la personne auditionnée pendant et après l’audition ;
    3. ne reparlera plus des faits, abordés lors de l’audition, à la personne auditionnée par la suite ;
    4. ne divulguera aucune information à un tiers relative au contenu de l’audition.

    Deze vereiste van neutraliteit en discretie tijdens de gehele begeleiding van de te verhoren persoon betekent dat de vertrouwenspersoon :

    een neutrale en discrete houding dient aan te nemen en zich van elke interventie op eigen initiatief dient te onthouden tijdens het verhoor van de te verhoren persoon;

    niet zal trachten de te verhoren persoon tijdens en na het verhoor te beïnvloeden;

    naderhand niet meer met de te verhoren persoon zal praten over de feiten, die tijdens het verhoor besproken werden;

    geen enkele informatie over de inhoud van het verhoor aan een derde zal onthullen. [↑](#footnote-ref-19)
20. Si la personne auditionnée est victime d’un fait qui tombe sous le champ d’application de la Loi du 13 juillet 2023 sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences, les services de police informent la personne auditionnée de l’art. 15§2 de cette loi. «§ 2. Dans le cadre d'une déposition pour les violences visées à l'article 4 § 1 6° -14°, § 2, § 3 et § 4, les services de police informent la victime, en tenant compte de ses caractéristiques personnelles ou de sa position de vulnérabilité, qui peuvent affecter sa capacité de comprendre ou d'être comprise ou donner lieu à d'autres besoins spécifiques, des droits suivants:

    - de ses droits visés au § 1;

    - de son droit à bénéficier gratuitement de l'assistance d'un interprète conformément à l'article 47bis § 6 point 4) du Code d'instruction criminelle;

    - de son droit d'être accompagnée d'une personne de son choix, durant les entretiens avec les organes judiciaires et/ou la police, sauf si cela est contraire aux intérêts de la victime ou au bon déroulement de la procédure et ce sans préjudice de la réglementation existante;

    - du droit d'être associé à l'évaluation de ses besoins spécifiques de protection et des risques de victimisation secondaire, de représailles et d'intimidations, conformément à l'article 16;

    - du droit de recevoir une copie gratuite des éléments principaux de la plainte ou de la déposition dans une langue comprise par la victime.

    Les services de police fournissent également à la victime des informations concernant:

    - l'accès à une aide médicale, à une aide psychologique, à des services de soutien spécialisés et à une solution en matière de logement;

    - la possibilité pour la victime de violences visées à l'article 4 § 1 6° -14°, § 2, § 3 et § 4 de la présente loi, si elle le souhaite, d'être entendue par un membre d'un service de police du sexe de son choix, sauf si cela constitue un obstacle au bon déroulement de la procédure;

    - des mesures de protection existantes, comme l'ordonnance d'interdiction temporaire de résidence visée à l'article 3 de la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique et l'alarme anti-rapprochement »

    -- [↑](#footnote-ref-20)
21. Indien de verhoorde persoon slachtoffer is van een feit dat onder het toepassingsgebied van de Wet van 13 JULI 2023 voor de preventie en de bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen valt, stellen de politiediensten de verhoorde persoon in kennis van art. 15§2 van deze wet. § 2. In het kader van een aangifte voor het in art. 4 § 1 6° -14°, § 2, § 3 en § 4 vernoemde geweld stellen de politiediensten het slachtoffer, rekening houdend met diens persoonlijke kenmerken of met diens kwetsbare toestand, die van invloed kunnen zijn op het vermogen te begrijpen of begrepen te worden dan wel aanleiding kunnen geven tot andere specifieke behoeften, in kennis van volgende rechten:

    - de in § 1 bedoelde rechten;

    - het recht op kosteloze bijstand door een tolk zoals verankerd in art. 47bis § 6 punt 4) van het Wetboek van Strafvordering;

    - het recht zich te laten bijstaan door een persoon naar keuze tijdens gesprekken met de rechterlijke organen en/of de politie, tenzij dit in strijd is met de belangen van het slachtoffer of met het goede verloop van de procedure en dit onverminderd de bestaande regelgeving;

    - het recht om betrokken te worden bij de beoordeling van diens specifieke beschermingsbehoeften en de risico's op secundaire victimisering, vergelding en intimidatie, in overeenstemming met artikel 16;

    - het recht om gratis een kopie van de belangrijkste elementen van de klacht of aangifte te ontvangen in een taal die het slachtoffer begrijpt.

    De politiediensten bezorgen eveneens informatie aan het slachtoffer wat betreft:

    - de toegang tot medische hulp, psychologische hulp, gespecialiseerde ondersteuningsdiensten en een huisvestingsoplossing;

    - de mogelijkheid dat, indien het slachtoffer dit wenst, het verhoor van het slachtoffer van het in art. 4 § 1 6° -14°, § 2, § 3 en § 4 van deze wet bedoelde geweld afgenomen wordt door een lid van de politiediensten van het verkozen geslacht, behalve wanneer dit een obstakel zou vormen voor het goede verloop van de procedure;

    - de bestaande beschermingsmaatregelen, zoals de beschikking tot tijdelijk huisverbod bedoeld in artikel 3 van de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld en het mobiel stalkingalarm.” [↑](#footnote-ref-21)
22. « Protection de la vie privée ». Cela offre une protection supplémentaire pour le droit à l’image.

    « Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ». Dit biedt een bijkomende bescherming aan het recht op afbeelding. [↑](#footnote-ref-22)
23. Remplacé par l’article 3 de la loi du 18 mars 2018 modifiant diverses dispositions du droit pénal, de la procédure pénale et du droit judiciaire, *MB* 2 mai 2018 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes et modifiant la loi du 28 mai 2012 relative à l’euthanasie et le Code pénal social, *MB* 25/05/2019.

    Vervangen door artikel 3 van de wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht, *BS* 2 mei 2018 en laatstelijk gewijzigd door de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake Erediensten en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek, *BS* 25/05/2019. [↑](#footnote-ref-23)